

T2

Canaccord Capital Inc.

annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2009

Rapport du deuxième trimestre de 2009 aux actionnaires

Canaccord Capital Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, 6 novembre 2008 – Les produits de Canaccord Capital Inc. (Bourse de Toronto et AIM : CCI) pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 se sont élevés à 110,8 millions \$, une baisse de 30,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La perte nette pour la même période s'est établie à 5,4 millions \$, un recul de 20,7 millions \$ en regard de l'exercice précédent, exclusion faite des charges non récurrentes liées au papier commercial adossé à des actifs («PCAA»), et la perte diluée par action s'est fixée à 0,11 \$, une diminution par rapport à un résultat par action («RPA») de 0,31 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, exclusion faite des charges non récurrentes liées au PCAA. Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «Dans un contexte de marché marqué par des défis sans précédent, Canaccord est demeurée axée sur la gestion du risque, la protection de la situation de capital de la Société et le maintien d'une position solide en vue du retour à la normale des conditions de marché. Bien que la rentabilité n'ait pas été au rendez-vous au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons pris un certain nombre de décisions difficiles que nous avons jugées nécessaires à la lumière du contexte de marché actuel.»

Les produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008 se sont élevés à 283,5 millions \$, une chute de 29,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net s'est établi à 11,1 millions \$ pour la période de six mois, représentant une diminution de 79,6 % par rapport à l'exercice précédent, exclusion faite des charges non récurrentes liées au PCAA. Le RPA dilué s'est fixé à 0,21 \$, une régression de 81,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, exclusion faite des charges non récurrentes liées au PCAA.

Événements postérieurs au 30 septembre 2008 qui seront comptabilisés au troisième trimestre de l'exercice 2009 :

- **Restructuration du personnel** : Comme il a été annoncé précédemment, Canaccord a mis en œuvre une restructuration à l'échelle de la Société qui a entraîné la mise à pied d'environ 10 % de son personnel dans le monde. La Société estime que la charge avant impôts du troisième trimestre de 2009 sera de 6,8 millions \$. En outre, des réductions de salaire s'échelonnant entre 10 % et 20 % ont été imposées aux cadres supérieurs.
- **Provision pour pertes sur crédit** : En raison de la volatilité et de la détérioration rapide des marchés financiers partout dans le monde au cours du mois d'octobre 2008, un certain nombre de nos clients du secteur des Services aux particuliers ont subi des pertes entraînant une situation d'exposition non garantie. Selon la politique de la Société visant à la prémunir contre les soldes non garantis, la Société a constitué, au troisième trimestre de l'exercice 2009, une provision avant impôts de 3,5 millions \$ à l'égard des soldes non garantis. La direction continuera de fournir des efforts diligents afin de recouvrer ces soldes.
- **Dépréciation de l'écart d'acquisition d'Enermarket** : En raison des conditions de marché en vigueur après le 30 septembre 2008, y compris la chute des prix du pétrole, les perspectives en matière de bénéfice de Canaccord Enermarket Ltd. («Enermarket»), dont la principale activité consiste en la prestation de services de consultation auprès de sociétés du secteur du pétrole et du gaz, ont été touchées de manière défavorable. La direction a conclu que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels relatifs à Enermarket avaient subi une perte de valeur et a comptabilisé une charge de 4,0 millions \$ en octobre 2008.

Incidence financière des éléments susmentionnés :

	Charge avant impôts (en millions de \$ CA)	Charge après impôts (en millions de \$ CA)	Incidence sur le résultat par action dilué (en \$ CA)
Restructuration du personnel	6,8 \$	5,8 \$	(0,11)\$
Provision pour pertes sur crédit	3,5 \$	2,4 \$	(0,04)\$
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'Enermarket	4,0 \$	4,0 \$	(0,07)\$
Total	14,3 \$	12,2 \$	(0,22)\$

Table des matières

Canaccord Capital Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	22	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	24
Message aux actionnaires	3	États des résultats consolidés intermédiaires	23	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	25
Rapport de gestion	5	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	24	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	26

CANACCORD

CAPITAL

Sommaire de la situation financière au 30 septembre 2008 par rapport au 30 septembre 2007

- solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 521,3 millions \$, un bond de 141,6 millions \$ par rapport à 379,7 millions \$;
- fonds de roulement en hausse de 4,5 millions \$, passant de 303,9 millions \$ à 308,4 millions \$;
- total des capitaux propres de 414,3 millions \$, une augmentation de 32,0 millions par comparaison à 382,3 millions \$;
- rendement des capitaux propres («RCP») de (5,0) %, en baisse comparativement à 12,8 %;
- valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) à la fin de la période de 7,15 \$, un recul de 8,7 %, ou de 0,68 \$, par rapport à 7,83 \$.

Sommaire des résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2009 (période de trois mois terminée le 30 septembre 2008) en comparaison des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2008 (période de trois mois terminée le 30 septembre 2007), exclusion faite des charges non récurrentes liées au PCAA

- produits de 110,8 millions \$, une chute de 30,3 %, ou de 48,1 millions \$, par rapport à 158,9 millions \$;
- charges de 115,8 millions \$, en baisse de 14,4 %, ou de 19,5 millions \$, comparativement à 135,3 millions \$;
- perte nette de 5,4 millions \$, une régression de 20,7 millions \$, contre un bénéfice net de 15,3 millions \$;
- perte diluée par action de 0,11 \$, un recul de 0,42 \$, contre un RPA de 0,31 \$;
- le 5 novembre 2008, le conseil d'administration a approuvé l'interruption temporaire du versement du dividende trimestriel de Canaccord pour le trimestre. Cette mesure prudente a été prise afin de permettre à Canaccord de protéger sa situation de capital solide et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter. La Société évalue la politique relative aux dividendes à tous les trimestres compte tenu du contexte de marché et de nos activités.

Sommaire des résultats financiers du premier semestre de l'exercice 2009 (période de six mois terminée le 30 septembre 2008) en comparaison des résultats du premier semestre de l'exercice 2008 (période de six mois terminée le 30 septembre 2007), exclusion faite des charges non récurrentes liées au PCAA

- produits de 283,5 millions \$, en baisse de 29,9 %, ou de 121,2 millions \$, par rapport à 404,7 millions \$;
- charges de 265,0 millions \$, un glissement de 17,9 %, ou de 57,6 millions \$, contre 322,6 millions \$;
- bénéfice net de 11,1 millions \$, une chute de 79,6 %, ou de 43,2 millions \$, en regard de 54,3 millions \$;
- RPA dilué de 0,21 \$, une réduction de 81,1 %, ou de 0,90 \$, comparativement à 1,11 \$.

Sommaire des résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2009 (période de trois mois terminée le 30 septembre 2008) en comparaison des résultats du premier trimestre de l'exercice 2009 (période de trois mois terminée le 30 juin 2008)

- produits de 110,8 millions \$, en baisse de 35,8 %, ou de 61,9 millions \$, par rapport à 172,7 millions \$;
- charges de 115,8 millions \$, un fléchissement de 22,4 %, ou de 33,4 millions \$, contre 149,2 millions \$;
- perte nette de 5,4 millions \$, une régression de 21,9 millions \$, contre un bénéfice net de 16,5 millions \$;
- perte diluée par action de 0,11 \$, un recul de 0,42 \$, contre un RPA de 0,31 \$.

Sommaire de l'exploitation :

- Comme il a été annoncé précédemment :
 - John Rothwell a été nommé chef des Services aux particuliers avec prise d'effet le 30 octobre 2008,
 - Ken Knowles s'est joint à Corporation Canaccord Capital à titre de chef du groupe des titres à revenu fixe,
 - Robert Lee s'est joint à Corporation Canaccord Capital à titre de chef du groupe des ventes des titres à revenu fixe;
- Canaccord Adams, notre équipe des marchés des capitaux, a effectué 31 opérations ¹ à l'échelle mondiale, qui ont mobilisé un produit total de 506,1 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009;
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations sur actions suivantes :
 - une opération de 260,0 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour le compte de Gold Wheaton Gold Corporation,
 - une opération de 125,9 millions \$ pour le compte de MBAC Opportunities Inc.,
 - une opération de 31,7 millions \$ à la Bourse de Toronto pour le compte de Mavrix Explore 2008 FT LP,
 - une opération de 30,0 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour le compte de Potash North Resource Corporation;
- Canaccord Adams a participé à 51 opérations ¹ à l'échelle mondiale qui ont mobilisé un produit total de 1,9 milliard \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009;
- Canaccord Adams s'est classée au deuxième rang pour sept opérations de placement privé d'actions («PPA») réalisées en Amérique du Nord; le produit de ces opérations a dépassé 200,0 millions \$ US au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009;
- Actifs sous administration («ASA») de 11,6 milliards \$, en baisse de 24,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, et de 21,2 % en regard du premier trimestre de l'exercice 2009;
- Actifs sous gestion («ASG») de 609,0 millions \$, un recul de 21,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, et de 18,5 % en regard du premier trimestre de l'exercice 2009;
- En date du 30 septembre 2008, Canaccord comptait 341 équipes de conseillers, soit 37 de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, et 13 de moins qu'au premier trimestre de l'exercice 2009. Après le 30 septembre 2008, nous avons embauché 4 équipes de conseillers additionnelles et nous comptons 345 équipes de conseillers au 31 octobre 2008.

1) Opérations de plus de 1,5 million \$.

message aux actionnaires

Le «raz-de-marée» qui a frappé les marchés financiers à travers le monde au cours de notre deuxième trimestre de l'exercice 2009 a eu une incidence importante sur les affaires et la confiance des investisseurs. Avec les marchés du crédit au point mort et une volatilité sans précédent, la plupart des investisseurs sont demeurés sur la touche dans l'attente d'un retour au calme. L'hésitation ou l'incapacité d'agir des investisseurs a eu une incidence importante sur les activités de Canaccord à l'échelle mondiale au cours du trimestre. Bien que la rentabilité n'ait pas été au rendez-vous au cours des trois derniers mois et que nous ayons été obligés de prendre certaines décisions difficiles afin de protéger la situation de capital solide de Canaccord, nous avons réussi à exécuter les principaux éléments de notre plan de 120 jours et à combler trois postes de haute direction au sein des secteurs Revenu fixe et Services aux particuliers.

Revue financière

Les produits ont reculé au total de 30 %, pour s'établir à 110,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2009 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La chute sans précédent des activités de financement, jumelée à des conditions de marché difficiles dans les marchés des actions partout dans le monde, se sont traduites par une baisse des produits de 24 % pour le secteur des services aux particuliers et de 35 % pour Canaccord Adams. Du point de vue des secteurs géographiques, les produits de Canaccord Adams ont diminué de 40 % au Canada, de 44 % au Royaume-Uni et à l'autre établissement étranger, et de 12 % aux États-Unis.

Le recul de la rémunération au rendement a constitué le principal facteur de la baisse de 17 % des charges pour le trimestre, qui se sont établies à 115,8 millions \$. La perte nette pour le trimestre s'est chiffrée à 5,4 millions \$, contre un bénéfice net de 12,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2008. La perte diluée par action a été de 0,11 \$ comparativement à un bénéfice dilué par action de 0,26 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ces résultats ne nous enchantent guère. Ils reflètent des conditions de marché extrêmement difficiles, qui n'ont épargné aucune entreprise de services financiers. Fait à souligner, les Services aux particuliers ont généré un bénéfice avant impôts et des imputations de coûts indirects de près de 8 millions \$ pour le trimestre, et nos activités au Canada ont été rentables au deuxième trimestre. Encore mieux, la situation financière de Canaccord demeure excellente, avec une encaisse de 521 millions \$ et un fonds de roulement de 308 millions \$.

Le programme de secours de Canaccord à l'intention de notre clientèle détenant du PCAA admissible est aussi entièrement capitalisé. Malheureusement, la restructuration a été reportée à la deuxième moitié de novembre; nous demeurons toutefois confiants quant à une issue favorable.

S'adapter à un contexte de ralentissement des activités

Il est probable que les défis auxquels le secteur des services financiers est confronté soient loin d'être surmontés et qu'ils pourraient perdurer encore de 12 à 24 mois. La préservation du capital de Canaccord pendant une période de repli qui pourrait se prolonger constitue notre principal souci. C'est pour cette raison que nous avons décidé, à la fin d'octobre, de réduire l'effectif mondial de Canaccord d'environ 10 %. Chaque secteur de la Société a été touché par ces mises à pied, bien que nous ayons cherché à en atténuer l'incidence sur la capacité de la Société de générer des produits. Cette réduction de l'effectif le rend conforme aux activités prévues du marché. Parallèlement à cette mesure, Canaccord a comptabilisé une provision pour indemnités de départ de 6,8 millions \$ avant impôts au troisième trimestre de 2009.

Les employés de Canaccord se sont toujours réjouis de faire partie d'une équipe soudée. Il a donc été difficile de laisser partir des collègues appréciés qui nous ont tant apporté. Nous les remercions pour tout ce qu'ils ont fait pour favoriser le succès de Canaccord à titre de société de placement indépendante de premier plan au Canada.

En plus du remaniement de l'effectif en fonction des volumes d'opérations prévus, nous sommes à mettre en œuvre diverses mesures émanant de notre plan de 120 jours. Nous sommes convaincus que ces mesures nous permettront non seulement de protéger notre capital, mais aussi de renouer avec la rentabilité :

- Les cadres supérieurs subiront une réduction de 10 % à 20 % de leur rémunération de base.
- Nous réduirons davantage les frais de déplacement et de représentation.
- Nous reporterons certains projets et nous réduirons les coûts relatifs au soutien et à la technologie de l'information. Nous sommes aussi à l'affût d'occasions qui nous permettront d'utiliser nos installations de façon plus efficiente.

L'apport net de ces mesures, y compris les économies de coûts découlant de la réduction de l'effectif et de l'augmentation de produits, devrait excéder 12,0 millions \$ annuellement. Les programmes de réduction des coûts et l'augmentation des produits que nous avons mis en œuvre, jumelées à un bilan sain, permettront à Canaccord d'être mieux de préserver sa position concurrentielle et de tirer parti des occasions futures.

De plus, afin de préserver notre fonds de roulement solide et notre valeur comptable dans le contexte d'affaires actuel, le Conseil a décidé d'interrompre immédiatement, de façon temporaire, le dividende trimestriel. Nous réexaminerons notre politique de paiement du dividende au prochain trimestre à la lumière du contexte de marché et de nos activités.

Événements postérieurs qui influenceront sur les résultats du troisième trimestre

Au début du troisième trimestre, les conditions de marché de plus en plus difficiles nous ont obligés à prendre deux décisions qui auront une incidence sur les résultats financiers de notre troisième trimestre. D'abord, l'effondrement actuel du marché s'est traduit par l'incapacité d'un certain nombre de nos clients des Services aux particuliers de compenser les pertes de leurs comptes sur marge. Canaccord s'est donc retrouvée en situation d'exposition non garantie. Conformément à nos politiques comptables prudentes, nous comptabiliserons une provision de 3,5 millions \$, avant impôts, à l'égard de cette exposition tout en continuant à veiller de façon diligente au recouvrement de ces soldes.

Ensuite, la direction a établi qu'en raison des conditions de marché actuelles, l'écart d'acquisition comptabilisé de Canaccord Enermarket Ltd. avait perdu de la valeur. Compte tenu du fait que la capacité d'Enermarket de générer un bénéfice immédiat ou à long terme a été touchée de façon défavorable, nous comptabiliserons une imputation de 4,0 millions \$, avant impôts, à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels. Le total des provisions constituées au troisième trimestre de 2009 s'élève donc à 14,3 millions \$, avant impôts. Ce montant comprend des indemnités de départ, une provision pour pertes sur crédit et la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'Enermarket.

Faits saillants de l'exploitation

Malgré tous ces défis, le trimestre a quand même affiché des réussites. À l'échelle mondiale, Canaccord Adams a participé à 51 opérations ayant généré un produit total de 1,9 milliard \$. Parmi celles-ci, nous avons dirigé ou codirigé 31 opérations, pour un produit de plus de 500 millions \$, y compris une émission de 260 millions \$ pour Wheaton Gold Corporation sur la Bourse de croissance TSX. Aux États-Unis, notre équipe a conclu sept placements privés, nous plaçant au deuxième rang dans ce secteur. En outre, la *Global Growth Conference* de Canaccord Adams à Boston a été un vif succès. Un nombre record de 1 200 investisseurs institutionnels, présentateurs de sociétés et sociétés de capital d'investissement privé ont assisté à la conférence cette année, ce qui témoigne de la valeur que nos clients accordent à l'expertise de Canaccord dans les sociétés à petite et moyenne capitalisation.

Nous sommes heureux d'avoir comblé deux postes clés au cours du trimestre dans notre groupe Revenu fixe. Ken Knowles dirigera désormais les activités liées aux titres à revenu fixe. Il remplace Bill Whalen à la tête de l'équipe, lequel a pris sa retraite. En plus de l'arrivée de M. Knowles, Robert Lee s'est joint à l'équipe à titre de directeur général et chef, Ventes, Revenu fixe. M. Knowles et M. Lee comptent tous deux plus de 30 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, dont tout récemment au sein de JPMorgan Chase.

Comme nous l'avons mentionné, les Services aux particuliers ont contribué de façon positive aux résultats de la Société malgré la situation très difficile des marchés des actions. La chute généralisée de la valeur des actions à l'échelle mondiale a constitué le facteur clé du recul des actifs sous administration et des actifs sous gestion, qui ont régressé de respectivement 24 % et 22 % au cours du trimestre. Nous avons aussi perdu une douzaine d'équipes de conseillers au cours de l'été 2008, mais nous avons depuis embauché quatre nouvelles équipes pour rebâtir notre effectif.

La responsabilité d'assurer la croissance vigoureuse de nos équipes de conseillers et de nos actifs incombe maintenant à notre nouveau premier vice-président et chef, Services aux particuliers, John Rothwell. M. Rothwell est un leader dynamique comptant plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de l'investissement au Canada. Plus récemment, il a occupé le poste de président de Wellington West, où il a mis l'accent sur le recrutement de courtiers, le développement des activités de détail et la croissance des produits. À ce titre, il s'est révélé un excellent concurrent et nous sommes ravis qu'il ait joint les rangs de la direction chez Canaccord.

Perspectives

Dans le présent message, j'ai mis l'accent sur la nécessité de protéger le capital de la Société. Compte tenu de l'ensemble des facteurs qui contribuent à une situation de marché véritablement sans précédent, nous sommes dans l'incapacité de prédire de manière raisonnable le moment auquel les volumes des opérations reviendront à la normale. Nous devons préserver notre encaisse afin d'être en mesure d'offrir une rémunération concurrentielle aux professionnels qui mettront leurs meilleures idées à profit lorsque les activités sur le marché reprendront. Nous continuerons à surveiller et à atténuer les risques de façon prudente. Et nous devons, lorsque cela s'avérera prudent et rentable, faire des placements qui nous permettront d'être bien positionnés lorsque nos marchés reprendront inévitablement de la vigueur. Nous demeurons concentrés sur notre principal objectif et bien au fait de notre connaissance approfondie du secteur, et nous comptons profiter des mois à venir pour rehausser la marque de Canaccord de la façon la plus rentable possible, partout où nous exerçons nos activités.

Président et chef de la direction,



PAUL D. REYNOLDS

rapport de gestion

Deuxième trimestre de l'exercice 2009, périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008 – Document daté du 6 novembre 2008

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. («Canaccord») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de six mois sont aussi désignées par les termes «deuxième trimestre de l'exercice 2009», «T2/09» et «premier semestre de l'exercice 2009». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008, qui commencent à la page 22 du présent rapport, la notice annuelle datée du 30 juin 2008 et le rapport de gestion annuel de 2008, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 8 juillet 2008 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2008, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou croyances de la direction à l'égard d'événements futurs, y compris la conjoncture commerciale et économique ainsi que la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives commerciales et les possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits à la date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

Mesures non conformes aux PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est constitué des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP») comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») sont des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, mesures qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur des Services aux particuliers. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés Programme Alliance et Gestion privée des placements. Les services fournis comprennent la sélection des placements et les conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA.

La notion d'exclusion des ajustements du PCAA est une mesure non conforme aux PCGR qui reflète les résultats des activités de Canaccord, exclusion faite des charges liées aux titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA») de tiers aux fins du programme de secours de Canaccord et de la restructuration ainsi que de l'ajustement à la juste valeur lié aux PCAA détenus en trésorerie par Canaccord.

Vue d'ensemble

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (Bourse de Toronto et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. La Société exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice de Canaccord, les marchés mondiaux des capitaux ont affiché une volatilité sans précédent. Les marchés des devises, qui étaient axés sur l'inflation en juillet, se sont tournés vers la sécurité et la conservation du capital en août et en septembre. Les prêts interbancaires ont frôlé l'inertie en raison de la crise du crédit à risque, exerçant une pression additionnelle sur les sociétés dont les flux de trésorerie étaient déjà mis à rude épreuve. Les sociétés ont éprouvé des difficultés à réunir des capitaux et le coût des emprunts a explosé.

Aucune société financière ne sort indemne de cette « crise du crédit » qui s'est propagée à d'autres secteurs. Même des sociétés non financières traditionnellement solides ont eu de la difficulté à refinancer leurs programmes de financement de papier commercial afin de répondre à leurs besoins à court terme en matière de flux de trésorerie.

Des institutions de Wall Street établies depuis longtemps et de grandes banques américaines ont subi d'importants changements :

- Lehman Brothers et de nombreuses autres institutions financières ont été autorisées à faire défaut, ce qui a entraîné des bouleversements financiers importants pour les contreparties de Lehman Brothers, y compris plusieurs fonds de couverture.
- L'assureur le plus important à l'échelle mondiale, AIG, a affronté une crise de confiance après que Lehman Brothers a été autorisé à faire défaut et, en raison de son rôle clé à titre d'assureur de premier plan de divers titres de créance, a fait l'objet d'un sauvetage par le Trésor américain et la Réserve fédérale américaine. De même, deux entités parrainées par le gouvernement, Fannie Mae et Freddie Mac, ont été en grande partie nationalisées dans l'espoir de relancer les marchés hypothécaires.
- Merrill Lynch a été vendue à Bank of America, et Washington Mutual, à JPMorgan Chase; ces deux noms bien connus au sein du secteur des placements ont été cédés à un prix largement inférieur à leur valeur d'il y a à peine quelques mois. Wachovia a aussi été vendue sous la contrainte à Wells Fargo.
- Les importants courtiers indépendants de Wall Street qui restent ont dû réduire le ratio d'endettement affiché dans leur bilan, et Goldman Sachs, Morgan Stanley et Raymond James ont présenté une demande de modification de leur statut pour adopter une structure de société de portefeuille bancaire beaucoup plus restrictive.

Le Canada n'a pas été épargné par les troubles financiers et économiques engendrés par la crise du crédit. L'absence de premier appel public à l'épargne à la Bourse de Toronto au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009 de Canaccord reflète cet environnement d'affaires défavorable.

Les marchés canadiens des actions ont été durement touchés par la vente, par les investisseurs à travers le monde, de devises et de titres de participation de pays exportateurs de produits de base. Le dollar canadien a chuté, ayant culminé à parité avec le dollar américain en juillet pour redescendre à 0,93 \$ le 30 septembre 2008. Le principal marché des actions, l'indice S&P/TSX, est passé de 14 467 le 30 juin 2008 pour fermer à 11 750 le 30 septembre 2008. Les marchés canadiens des titres de créance ont affiché une baisse dramatique du rendement des bons du Trésor alors que le rendement du marché des titres de créance gouvernementaux à court et à moyen terme a bondi. Les marchés des titres de créance se sont désynchronisés, les emprunteurs mettant l'accent sur les différentiels et le rendement absolu.

Depuis le 1^{er} octobre 2008, des interventions musclées du gouvernement américain ont été mises en œuvre en réponse à l'incidence désastreuse du resserrement continu des conditions du crédit sur les marchés des actions et du crédit. Le 4 octobre 2008, un important plan de sauvetage de 700 milliards \$ US a été approuvé par la Chambre des représentants américaine en vue de stabiliser les marchés financiers, offrir un soutien aux banques américaines ébranlées et fournir des liquidités au marché du crédit américain. Le projet de loi comprend aussi une augmentation temporaire de l'assurance fédérale des dépôts bancaires dans l'éventualité d'un défaut bancaire, qui est passée de 100 000 \$ US à 250 000 \$ US. Malgré le plan de sauvetage américain, la crise de confiance a persisté et, par conséquent, le 8 octobre 2008, six banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et la Banque du Canada, se sont entendues pour réduire leur taux d'intérêt de 50 points de base et injecter des liquidités supplémentaires. Le 13 octobre 2008, le gouvernement américain a annoncé d'importantes acquisitions de titres de capitaux propres dans plusieurs banques américaines, injectant des capitaux de 250 milliards \$ US dans ces sociétés. Le gouvernement américain a aussi consenti une garantie de trois ans sur les prêts interbancaires. Plus récemment, la Réserve fédérale américaine a annoncé la mise au point d'un programme pour devenir un « acheteur de dernier recours » du papier commercial en détoute.

Les marchés et les institutions financières d'Europe ont aussi subi l'incidence négative de la conjoncture économique mondiale. Les gouvernements européens ont injecté des centaines de milliards d'euros dans les banques européennes et les sociétés de prêts dans le cadre d'un effort concerté pour prévenir un ralentissement des systèmes de crédit et des économies de leurs pays. Le gouvernement du Royaume-Uni est venu à la rescousse de plusieurs institutions financières importantes au moyen de la vente forcée de sociétés et de l'injection de capitaux de plus de 37 milliards de livres sterling dans d'importantes banques, qui en avaient grand besoin. Les

gouvernements de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie et d'autres gouvernements européens ont aussi annoncé la mise en œuvre de plans de sauvetage totalisant des centaines de milliards visant à restaurer la stabilité des banques et des sociétés de prêts dans leurs régions. Plus de 1,3 billion d'euros a déjà été engagé pour garantir les prêts bancaires et acquérir des participations dans les sociétés prêteuses. Ultérieurement, à la suite de l'Irlande, plusieurs pays européens ont pris des mesures pour garantir la totalité des comptes bancaires privés, s'entendant pour «faire tout ce qu'il faudra» pour empêcher que les dépositaires dans leurs pays ne subissent des pertes. En raison de la crise financière, de nombreux pays ont demandé une aide financière auprès du FMI, y compris l'Islande (presque en faillite), de même que le Pakistan, le Bélarus et l'Ukraine.

Le climat économique global est touché par la crise du crédit. Le 3 octobre 2008, les États-Unis ont affiché leurs plus importantes pertes d'emploi mensuelles depuis plus de cinq ans, ce qui tend à confirmer qu'une récession était déjà entamée. Quoi qu'il en soit, le recul des dépenses des consommateurs américains et la chute brutale des prix des marchandises se font déjà sentir par les sociétés canadiennes. Par conséquent, un PIB à la baisse est prévu pour le Canada pour le dernier trimestre de l'année civile 2008 et le premier trimestre de 2009. Le 21 octobre 2008, la Banque du Canada a abaissé son taux d'intérêt directeur d'un quart pour cent additionnel dans l'espoir de soutenir l'économie canadienne dans ce que la banque centrale a qualifié de «récession mondiale». La Banque du Canada a mentionné que d'autres baisses du taux d'intérêt auraient probablement lieu.

Le TSX a affiché des pertes record pendant plusieurs jours en septembre et au début d'octobre, subissant un recul plus rapide de l'indice S&P/TSX que celui de l'indice S&P 500, particulièrement compte tenu d'un rajustement relatif aux devises. Le dollar canadien a accusé une chute sans précédent par rapport au dollar américain, passant de 0,94 \$ le 1^{er} octobre 2008 à 0,77 \$ à la fin du mois. Les rachats de fonds de couverture, jumelés à la liquidation de fonds communs de placement et l'encaissement de la valeur résiduelle de nombreux régimes 401K, ont fait chuté les titres de participation américains à des niveaux sans précédent depuis le dernier cycle commencé en 2003. La confiance a été durement ébranlée. Qu'il s'agisse de la confiance des consommateurs américains ou du milieu des affaires en Allemagne, le portrait est peu reluisant et amène fortement à croire que l'économie mondiale tournera au ralenti pendant les quelques prochains trimestres. Pour Canaccord, la question primordiale est de savoir jusqu'à quel point les perspectives économiques tiennent déjà compte des marchés des titres de créance et de participation. Un recouvrement économique durable est caractérisé par le retour des liquidités sur les marchés du crédit pour alimenter les activités d'affaires et la consommation. Nous sommes d'avis que les importantes interventions gouvernementales monétaires et politiques constituent un bon point de départ. La chute du prix de plusieurs biens de consommation et, plus particulièrement, du pétrole brut, joue un rôle crucial dans le pouvoir d'achat des consommateurs. Les prévisionnistes, y compris la Banque du Canada, suggèrent qu'une nouvelle croissance économique est peu probable d'ici 2010. Toutefois, l'histoire nous a appris que les marchés anticiperont cette reprise bien à l'avance.

Données sur le marché

Les volumes de négociation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent sont demeurés stables ou ont accusé une baisse à la Bourse de croissance TSX, à l'AIM et au NASDAQ. La Bourse de Toronto a toutefois affiché une croissance de 12,2 % des volumes de négociation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les valeurs du financement à toutes les Bourses ont reculé comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2008 et au trimestre précédent en raison des conditions de marché difficiles et de la volatilité.

Les valeurs du financement de la totalité des secteurs d'activité pertinents de Canaccord à l'AIM ont accusé un recul important par rapport au trimestre précédent, seule la valeur du secteur Pétrole et gaz ayant augmenté par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Les valeurs du financement des Bourses canadiennes ont aussi diminué dans tous les secteurs d'activité pertinents de Canaccord, les baisses les plus importantes ayant été constatées par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Volumes de négociation par Bourse (en milliards d'actions)

	Juillet 2008	Août 2008	Sept. 2008	T2/09	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T2/08
Bourse de Toronto	8,1	6,9	10,7	25,7	3,2 %	12,2 %
Bourse de croissance TSX	2,9	2,2	2,9	8,0	(42,4)%	(27,3)%
AIM	11,5	7,3	11,0	29,8	(24,0)%	(6,9)%
NASDAQ	20,0	15,7	22,0	57,7	1,6 %	(11,4)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Thomson One

Valeur totale du financement par Bourse

	Juillet 2008	Août 2008	Sept. 2008	T2/09	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T2/08
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards de \$ CA)	2,5	0,9	2,0	5,4	(52,2)%	(46,5)%
AIM (en milliards de livres sterling)	0,5	0,3	0,1	0,9	(55,0)%	(72,7)%
NASDAQ (en milliards de \$ US)	2,3	1,1	1,2	4,6	(9,8)%	(56,2)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de livres sterling, sauf les pourcentages)	Juillet 2008	Août 2008	Sept. 2008	T2/09	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T2/08
Pétrole et gaz	159,0 £	74,0 £	35,5 £	268,5 £	(12,9)%	39,0 %
Mines	76,8	4,4	2,3	83,5	(81,8)%	(76,1)%
Pharmaceutique et biotechnologie	2,7	8,6	3,8	15,1	(60,9)%	(64,9)%
Médias	1,2	0,5	0,3	2,0	(89,2)%	(99,0)%
Technologie	—	19,0	17,6	36,6	(72,7)%	(72,7)%
Total pour les secteurs pertinents	239,7 £	106,5 £	59,5 £	405,7 £	(56,9)%	(54,9)%

Source : Statistiques de LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	Juillet 2008	Août 2008	Sept. 2008	T2/09	Variation par rapport au T1/09	Variation par rapport au T2/08
Pétrole et gaz	544,9 \$	481,9 \$	28,5 \$	1 055,3 \$	(47,1)%	(68,4)%
Mines	661,8	43,7	35,8	741,3	(23,8)%	(46,2)%
Biotechnologie	32,6	4,5	1,8	38,9	(35,9)%	(67,2)%
Médias	—	—	—	—	—	—
Technologie	8,7	—	—	8,7	(97,2)%	(85,7)%
Total pour les secteurs pertinents	1 248,0 \$	530,1 \$	66,1 \$	1 844,2 \$	(47,8)%	(62,3)%

Source : FP Infomart

Activités de Canaccord

Les activités de Canaccord Capital Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Adams (nos activités sur les marchés des capitaux) et le groupe Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de services bancaires de placement complémentaires, de produits de placement et de services de courtage aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Adams

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée transparente pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 550 sociétés de petite à moyenne capitalisation dans huit secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, croissance industrielle et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 100 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Services aux particuliers

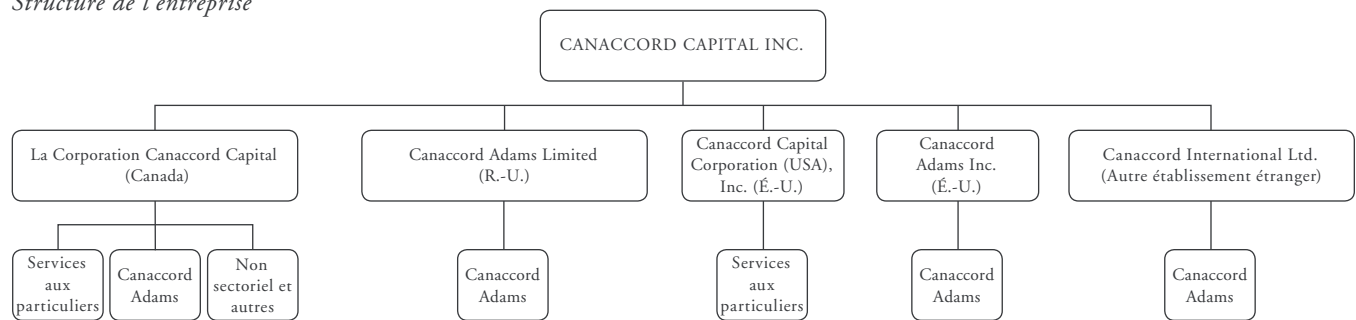
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, le groupe Services aux particuliers de Canaccord a assis sa réputation sur la qualité de ses idées de placement. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des solutions et des idées qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont reçu une formation pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou directeur des placements agréé. Nous continuons d'offrir une formation continue à nos conseillers.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise



Résultats d'exploitation consolidés

Sommaire des données du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009 ¹

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canaccord Capital Inc.						
Produits						
Commissions	60 630 \$	65 728 \$	(7,8)%	132 626 \$	151 503 \$	(12,5)%
Financement de sociétés	34 024	73 731	(53,9)%	110 171	202 356	(45,6)%
Négociation à titre de contrepartiste ²	87	(3 925)	102,2 %	5 998	2 888	107,7 %
Intérêts	11 734	16 273	(27,9)%	24 063	32 583	(26,1)%
Divers	4 354	7 062	(38,3)%	10 679	15 409	(30,7)%
Total des produits	110 829 \$	158 869 \$	(30,2)%	283 537 \$	404 739 \$	(29,9)%
Charges						
Rémunération au rendement	50 977	71 416	(28,6)%	133 704	192 822	(30,7)%
Charges de personnel	14 195	12 649	12,2 %	29 638	26 918	10,1 %
Autres charges indirectes ³	50 633	51 277	(1,3)%	101 642	102 822	(1,1)%
Ajustement à la juste valeur du PCAA ⁴	—	4 399	négl.	—	4 399	négl.
Total des charges	115 805 \$	139 741 \$	(17,1)%	264 984 \$	326 961 \$	(19,0)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(4 976)	19 128	(126,0)%	18 553	77 778	(76,1)%
Bénéfice net (perte nette)	(5 398)	12 411	(143,5)%	11 061	51 440	(78,5)%
Résultat par action – dilué	(0,11)	0,26	(142,3)%	0,21	1,07	(80,4)%
Rendement des capitaux propres moyens attribuable aux actionnaires ordinaires	(5,0)%	12,8 %	(17,8)p.p.	5,3 %	26,9 %	(21,6)p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	7,15	7,83	(8,7)%			
Nombre d'employés	1 688	1 689	(0,1)%			

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, l'ajustement à la juste valeur du PCAA, auparavant comptabilisé dans les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, a été reclassé dans les charges. Ce traitement est conforme à celui des périodes ultérieures.

3) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

4) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

p.p. : point de pourcentage

négl. : négligeable

Répartition géographique des produits ¹

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canada	80 750 \$	117 275 \$	(31,1)%	189 628 \$	279 368 \$	(32,1)%
Royaume-Uni	13 096	20 807	(37,1)%	46 815	68 308	(31,5)%
États-Unis	18 309	20 737	(11,7)%	43 950	47 159	(6,8)%
Autre établissement étranger	(1 326)	50	négl.	3 144	9 904	(68,2)%
Total	110 829 \$	158 869 \$	(30,2)%	283 537 \$	404 739 \$	(29,9)%

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la section intitulée «Activités de Canaccord» à la page 8.
négl. : négligeable

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de prise ferme et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et autres. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 se sont élevés à 110,8 millions \$, une baisse de 48,0 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, les produits tirés des commissions se sont établis à 60,6 millions \$, une baisse de 7,8 % comparativement à la même période de l'exercice précédent, en grande partie en raison des conditions troubles du marché au cours du trimestre. Les produits tirés du financement de sociétés ont été de 34,0 millions \$, soit une chute de 39,7 millions \$, principalement en raison du recul des activités de financement découlant de la volatilité des marchés et de l'effondrement du crédit. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont affiché un gain de 0,1 million \$ comparativement à une perte de 3,9 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent. Les intérêts créditeurs ont atteint 11,7 millions \$, soit une diminution de 27,9 % imputable surtout à la régression des taux d'intérêt et à des soldes des montants à recevoir de clients moins élevés. Les autres produits ont glissé, passant de 7,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2008 à 4,4 millions \$, surtout en raison d'une réduction des gains de change au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Les produits du deuxième trimestre au Canada ont été de 80,8 millions \$, une diminution de 36,5 millions \$, ou de 31,1 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les produits au Royaume-Uni ont aussi fléchi de 37,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 13,1 millions \$. Aux États-Unis, les produits se sont fixés à 18,3 millions \$, soit une baisse de 11,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Les produits de l'autre emplacement étranger ont reculé de 1,4 million \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, la réduction des produits dans tous les emplacements géographiques est principalement imputable à la crise du crédit qui a eu une incidence importante sur les marchés mondiaux des actions au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Les produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008 se sont élevés à 283,5 millions \$, une baisse de 29,9 %, ou de 121,2 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions ont reculé de 12,5 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 132,6 millions \$, surtout en raison du déclin des conditions de marché au premier semestre de l'exercice 2009. Les produits tirés du financement de sociétés ont totalisé 110,2 millions \$, représentant une diminution de 45,6 %, principalement à cause du ralentissement des activités de financement sur les marchés des actions dans tous les emplacements géographiques où nous exerçons nos activités.

Les revenus tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont affiché une hausse globale de 3,1 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 6,0 millions \$. Les intérêts créditeurs ont atteint 24,1 millions \$, soit une baisse de 26,1 % attribuable au recul des intérêts créditeurs liés aux clients. Les autres produits ont diminué de 4,7 millions \$, pour s'établir à 10,7 millions \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2009 en raison de gains de change moins élevés.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada se sont fixés à 189,6 millions \$, une diminution de 32,1 %, ou de 89,7 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au Royaume-Uni, les produits du premier semestre de 2009 ont totalisé 46,8 millions \$, soit un fléchissement de 31,5 %, ou de 21,5 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits aux États-Unis ont atteint 44,0 millions \$, une régression de 6,8 %, ou de 3,2 millions \$, comparativement au premier semestre de l'exercice 2008. Les produits de l'autre emplacement étranger se sont établis à 3,1 millions \$, contre 9,9 millions \$ pour le semestre terminé le 30 septembre 2008. Le recul global des produits de toutes les activités est attribuable aux défis posés par les liquidités ayant eu une incidence sur les marchés à l'échelle mondiale.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

En points de pourcentage	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Rémunération au rendement	46,0 %	45,0 %	1,0 p.p.	47,2 %	47,6 %	(0,4)p.p.
Charges de personnel	12,8 %	7,9 %	4,9 p.p.	10,4 %	6,7 %	3,7 p.p.
Autres charges indirectes ¹	45,7 %	32,3 %	13,4 p.p.	35,8 %	25,4 %	10,4 p.p.
Ajustement à la juste valeur du PCAA ²	—	2,8 %	(2,8)p.p.	—	1,1 %	(1,1)p.p.
Total	104,5 %	88,0 %	16,5 p.p.	93,4 %	80,8 %	12,6 p.p.

1) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

2) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

p.p. : point de pourcentage

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008, les charges ont atteint 115,8 millions \$, une baisse de 17,1 %, ou de 23,9 millions \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. La baisse globale des charges est principalement attribuable au recul de la charge de rémunération au rendement, qui a diminué de 28,6 %, ou de 20,4 millions \$, soit de manière conforme à la baisse de 30,2 % du total des produits.

Le recul de la charge de rémunération au rendement a été en partie contrebalancé par une augmentation des charges de personnel. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, les charges de personnel ont totalisé 14,2 millions \$, une augmentation de 1,5 million \$, ou de 12,2 %, en regard de la même période de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement imputable à l'embauche de 18 employés

au Royaume-Uni et de 23 employés dans le secteur Non sectoriel et autres pour appuyer nos activités d'exploitation et de soutien. En pourcentage des produits consolidés du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires) a atteint 58,8 %, soit 5,9 points de pourcentage de plus que le résultat de 52,9 % du deuxième trimestre de l'exercice 2008.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008, les charges se sont fixées à 265,0 millions \$, une baisse globale de 62,0 millions \$, ou de 19,0 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 133,7 millions \$, un recul de 30,7 % conforme à la baisse de 29,9 % du total des produits. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 47,2 %, en baisse de 0,4 point de pourcentage.

Pour le premier semestre de l'exercice 2009, les charges de personnel ont totalisé 29,6 millions \$, une augmentation de 10,1 % en regard de la même période de l'exercice 2008 pour les raisons mentionnées plus haut. Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement et salaires), exprimé en pourcentage des produits consolidés, a été de 57,6 %, une augmentation de 3,3 points de pourcentage, contre 54,3 % pour le premier semestre de l'exercice 2008.

Autres charges indirectes

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Frais de négociation	6 717 \$	7 249 \$	(7,3)%	13 038 \$	14 207 \$	(8,2)%
Locaux et matériel	5 957	5 735	3,9 %	11 742	10 994	6,8 %
Communications et technologie	6 539	5 813	12,5 %	12 702	11 552	10,0 %
Intérêts	3 354	6 413	(47,7)%	7 313	12 581	(41,9)%
Frais d'administration	19 611	15 755	24,5 %	38 888	34 026	14,3 %
Amortissement	2 072	2 146	(3,4)%	4 114	4 123	(0,2)%
Frais de développement	6 383	8 166	(21,8)%	13 845	15 339	(9,7)%
Ajustement à la juste valeur du PCAA ¹	—	4 399	négl.	—	4 399	négl.
Total des autres charges indirectes	50 633 \$	55 676 \$	(9,1)%	101 642 \$	107 221 \$	(5,2)%

1) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.
négl. : négligeable

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Les autres charges indirectes ont reculé de 9,1 % comparativement à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 50,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009. Le recul s'explique principalement par un ajustement à la juste valeur du PCAA non récurrent de 4,4 millions \$ qui a été constaté au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Le recul des autres charges indirectes est aussi attribuable aux intérêts débiteurs, qui ont régressé de 3,1 millions \$, ou de 47,7 %, comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. La baisse des intérêts débiteurs est surtout imputable à la diminution des soldes à payer aux clients et à des taux d'intérêt moins élevés comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Cette baisse a été en partie contrebalancée par une augmentation de 3,9 millions \$, ou de 24,5 %, des frais d'administration. L'augmentation des frais d'administration est principalement liée à une charge non récurrente de 1,9 million \$ d'honoraires de consultation engagés dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne, qui est presque achevée. Les charges se rapportant aux réserves ont reculé de 1,3 million \$ selon une estimation des conditions actuelles du marché.

Les frais de développement du deuxième trimestre de l'exercice 2009 se sont établis à 6,4 millions \$, soit une chute de 21,8 %, ou de 1,8 million \$, par rapport à l'exercice précédent qui est tributaire du nombre inférieur de primes de recrutement attribuées étant donné la volatilité du marché actuel.

La perte nette du deuxième trimestre de l'exercice 2009 s'est fixée à 5,4 millions \$, soit un recul de 17,8 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 12,4 millions \$ à l'exercice précédent. Le résultat dilué par action s'est établi à (0,11) \$, soit une baisse de 0,37 \$, ou de 142,3 %. La baisse du RPA est imputable en grande partie au recul du bénéfice net et à l'émission de 6 733 250 actions ordinaires dans le cadre du financement par actions en mai 2008. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, le RCP a atteint (5,0) % comparativement à 12,8 % pour le même trimestre de l'exercice 2008. La valeur comptable par action (nombre dilué) pour le deuxième trimestre de 2009 a diminué de 8,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2008, pour s'établir à 7,15 \$.

Malgré une perte nette avant impôts sur les bénéfices, la charge d'impôts s'est établie à 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, en raison de certaines charges non déductibles sur le plan fiscal et d'une provision pour moins-value à l'égard d'une tranche d'un actif d'impôts futurs.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2008, les autres charges indirectes ont reculé de 5,2 %, soit de 5,6 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 101,6 millions \$. Ce recul s'explique surtout par un ajustement à la juste valeur du PCAA non récurrent de 4,4 millions \$ constaté au premier semestre de l'exercice 2008 ainsi que par une régression de 41,9 %, ou de 5,3 millions \$, des intérêts débiteurs et un fléchissement de 1,5 million \$ des frais de développement. La régression des intérêts débiteurs est imputable à une diminution des soldes à payer à des clients jumelée à des taux d'intérêt moins élevés. Comme il est mentionné plus haut, le fléchissement des frais de développement s'explique par le nombre inférieur de primes de recrutement attribuées, particulièrement aux États-Unis.

Le recul des charges indirectes a été contrebalancé par une augmentation des frais d'administration de 4,9 millions \$. Cette augmentation pour le premier semestre de l'exercice 2009 a surtout découlé des honoraires de consultation non récurrents engagés dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne ainsi que de la hausse des charges se rapportant aux réserves.

Le bénéfice net du premier semestre de l'exercice 2009 s'est chiffré à 11,1 millions \$, soit 78,5 %, ou 40,4 millions \$, de moins qu'à la même période de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est fixé à 0,21 \$, en baisse de 0,86 \$, et le RCP à 5,3 %, comparativement à 26,9 % à l'exercice précédent. Cette baisse est imputable à un bénéfice net moins élevé découlant de l'incidence négative de l'effondrement du crédit dans les marchés mondiaux au cours de l'exercice 2009 ainsi que de l'émission d'actions comme il est mentionné plus haut. La valeur comptable par action (nombre dilué) à la fin de la période a reculé de 8,7 %, pour s'établir à 7,15 \$.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 7,5 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2009, soit un recul de 18,8 millions \$. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif a été de 40,4 %, comparativement à 33,9 % pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif est en partie imputable à certaines charges non déductibles sur le plan fiscal ainsi qu'à une variation des estimations. Le montant des charges non déductibles actuelles depuis le début de l'exercice est comparable à celui de la même période de l'exercice précédent, mais a une incidence plus importante sur notre taux d'imposition effectif en raison du bénéfice imposable moins élevé. Le taux d'imposition effectif plus élevé reflète aussi une provision pour moins-value à l'égard d'une tranche d'un actif d'impôts futurs.

Résultats d'exploitation

Canaccord Adams ¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canaccord Adams						
Produits	58 336 \$	89 071 \$	(34,5)%	163 129 \$	244 094 \$	(33,2)%
Charges						
Rémunération au rendement	29 998	42 205	(28,9)%	82 527	118 408	(30,3)%
Charges de personnel	3 919	3 194	22,7 %	8 142	7 213	12,9 %
Autres charges indirectes	29 233	27 583	6,0 %	57 501	53 710	7,1 %
Ajustement à la juste valeur du PCAA ²	—	1 146	négl.	—	1 146	négl.
Total des charges	63 150 \$	74 128 \$	(14,8)%	148 170 \$	180 477 \$	(17,9)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ³	(4 814)	14 943	(132,2)%	14 959	63 617	(76,5)%
Bénéfice avant ajustement à la juste valeur du PCAA et impôts et taxes	(4 814)	16 089	(129,9)%	14 959	64 763	(76,9)%
Nombre d'employés	551	535	3,0 %			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés et le bénéfice avant ajustements du PCAA.

2) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

3) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des autres charges indirectes qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.
négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, le total des produits de Canaccord Adams s'est établi à 58,3 millions \$, soit une baisse de 30,7 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent en raison des défis posés par les conditions du marché comme il est décrit à la rubrique «Environnement d'affaires» à la page 6.

Produits tirés des activités au Canada

En raison de ces défis, nos activités au Canada ont généré des produits de 29,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009, un recul de 39,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les produits de Canaccord Adams au Canada proviennent des sources qui suivent : marchés des capitaux, opérations internationales, négociateurs inscrits et revenu fixe. Le recul des produits est principalement imputable au fléchissement des produits tirés des marchés des capitaux de 15,7 millions \$. Les produits tirés des opérations internationales ont diminué de 1,4 million \$, et ceux tirés des activités de négociateur inscrit, de 1,6 million \$. Le fléchissement des produits tirés des marchés des capitaux a été conforme à la régression importante des activités de financement et aux conditions de marché difficiles dans les marchés des actions canadiennes. Les produits tirés des activités au Canada ont représenté 49,9 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Les produits tirés de nos activités au Royaume-Uni ont totalisé 13,1 millions \$, soit une baisse de 37,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'un ralentissement général du marché. Les produits de 13,1 millions \$ au Royaume-Uni représentaient 22,4 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Aux États-Unis, les produits se sont établis à 17,5 millions \$, soit une régression de 12,0 % par rapport à l'exercice précédent, et ont représenté 30,0 % du total des produits de Canaccord Adams. Cette régression est imputable à la crise financière qui a touché les marchés des actions de manière importante au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Produits générés par l'autre établissement étranger

Les produits générés par l'autre établissement étranger se sont traduits par une perte de 1,3 million \$, comparativement à un bénéfice de 0,05 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Pour tout trimestre, les produits de cette région ne représentent qu'un petit nombre d'opérations et sont, par conséquent, très irréguliers.

Charges

Les charges du deuxième trimestre de l'exercice 2009 se sont élevées à 63,2 millions, soit une diminution de 11,0 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution la plus importante des charges autres que de rémunération est imputable aux frais de développement, en baisse de 1,9 million \$, qui a été contrebalancée par une augmentation des frais d'administration de 2,4 millions \$. Cette augmentation est principalement attribuable aux honoraires de consultation non récurrents engagés dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne. Les frais de développement ont diminué en raison du nombre inférieur de primes de recrutement attribuées aux États-Unis. À la même période de l'exercice précédent, une charge non récurrente de 1,1 million \$ avait aussi été engagée en raison d'un ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par Canaccord.

Pour le trimestre, le recul de la rémunération au rendement de 12,2 millions \$ est conforme au déclin des produits. Les charges de personnel du trimestre ont augmenté de 0,7 million \$, ou de 22,7 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie imputable au nombre accru d'employés embauchés au Royaume-Uni. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 58,1 %, soit 7,1 points de pourcentage de plus par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2008.

La perte avant impôts sur les bénéfices et les imputations des coûts indirects de la Société ont été de 4,8 millions \$ pour le trimestre, représentant une diminution du bénéfice net de 19,8 millions \$, ou de 132,2 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Les produits de Canaccord Adams pour le premier semestre de l'exercice 2009 ont été de 163,1 millions \$, soit une chute de 81,0 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent entraînée par le déclin des marchés des capitaux dans toutes les régions où nous exerçons nos activités, particulièrement au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits se sont établis à 71,1 millions \$, soit en baisse de 41,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au Canada, une tranche de 57,8 millions \$ des produits était liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 13,3 millions \$ était liée aux opérations internationales et aux activités de négociateur inscrit et de revenu fixe. L'ensemble du recul des produits tirés des activités au Canada est en grande partie imputable à la faiblesse des marchés des capitaux, tant au Canada qu'à l'échelle mondiale, particulièrement au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009. Dans l'ensemble, nos produits au Canada ont représenté 43,5 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Nos produits au Royaume-Uni ont totalisé 46,8 millions \$, un fléchissement de 21,5 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent, en raison du ralentissement économique. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont représenté 28,7 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Aux États-Unis, les produits ont atteint 42,0 millions \$, une diminution de 3,1 millions \$, ou de 6,8 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution est imputable au déclin des marchés et à une conjoncture économique de récession aux États-Unis. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 25,8 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits générés par l'autre établissement étranger

Les produits générés par l'autre établissement étranger se sont fixés à 3,2 millions \$, en baisse de 6,8 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2008. Les produits générés par l'autre établissement étranger ont représenté 2,0 % du total des produits de Canaccord Adams. Les produits de cette région ne représentent qu'un petit nombre d'opérations et sont, par conséquent, très irréguliers.

Charges

Les charges du premier semestre de l'exercice 2009 se sont élevées à 148,2 millions \$, une régression de 32,3 millions \$. La rémunération au rendement s'est établie à 82,5 millions \$, une diminution de 35,9 millions \$, ou de 30,3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution est conforme à la baisse de 33,2 % du total des produits au cours du premier semestre de l'exercice.

Pour le premier semestre de l'exercice 2009, les charges de personnel ont augmenté de 0,9 million \$ par rapport à l'exercice précédent en raison de l'embauche de 16 membres additionnels du personnel, particulièrement pour nos activités au Royaume-Uni. Le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour le premier semestre de l'exercice 2009, s'est établi à 55,6 %, soit une hausse de 4,1 points de pourcentage en regard de 51,5 % pour la même période de l'exercice précédent.

Les frais de développement ont aussi diminué de 2,1 millions \$ pour s'établir à 7,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2009, surtout en raison du nombre inférieur de primes de recrutement attribuées aux États-Unis. Cette diminution a été contrebalancée par une augmentation de 4,0 millions \$ des frais d'administration, qui ont atteint 24,3 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2009. Les frais d'administration se sont accrues en raison d'honoraires de consultation non récurrents engagés dans le cadre de la mise à niveau de notre infrastructure interne, de même que d'une hausse des charges se rapportant aux réserves.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et les imputations des coûts indirects de la Société pour la période ont été de 15,0 millions \$, soit une baisse de 48,7 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Services aux particulier¹

(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions de \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
	Produits	43 844 \$		57 415 \$	(23,6)%	
Charges						
Rémunération au rendement	20 116	25 351	(20,7)%	47 066	63 031	(25,3)%
Charges de personnel	3 477	3 510	(0,9)%	7 258	7 559	(4,0)%
Autres charges indirectes	12 318	15 178	(18,8)%	26 270	30 597	(14,1)%
Total des charges	35 911 \$	44 039 \$	(18,5)%	80 594 \$	101 187 \$	(20,4)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	7 933	13 376	(40,7)%	21 103	32 311	(34,7)%
Actifs sous gestion	609	777	(21,6)%			
Actifs sous administration	11 584	15 288	(24,2)%			
Nombre d'équipes de conseillers	341	378	(9,8)%			
Nombre d'employés	744	784	(5,1)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des autres charges indirectes qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Les produits tirés des Services aux particuliers se sont établis à 43,8 millions \$, soit une baisse de 13,6 millions \$, principalement en raison de la dégradation des conditions de marché en Amérique du Nord au cours du trimestre. Les ASA ont reculé de 3,7 milliards \$, pour s'établir à 11,6 milliards \$. Les ASG ont diminué de 21,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 609 millions \$. Le recul des ASA et des ASG est imputable à la régression de la valeur de marché des actifs et de la faible confiance des investisseurs pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2009. À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2009, l'effectif comptait 341 équipes de conseillers, soit 37 de moins par rapport aux 378 équipes qu'il comptait à la même période de l'exercice précédent. Après le 30 septembre 2008, 4 nouvelles équipes de conseillers ont été embauchées, et Canaccord comptait 345 équipes de conseillers en date du 31 octobre 2008. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits tirés des Services aux particuliers ont augmenté de 3,3 points de pourcentage, pour s'établir à 19,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation a découlé de la stabilité des produits tirés des honoraires comparativement aux périodes précédentes alors que les produits tirés des Services aux particuliers ont reculé.

Les charges du deuxième trimestre de l'exercice 2009 se sont fixées à 35,9 millions \$, en baisse de 8,1 millions \$, ou de 18,5 %. Le recul de la rémunération au rendement de 5,2 millions \$, ou de 20,7 %, a été le principal facteur de l'ensemble de la baisse du total des charges au cours du trimestre. Le recul de la rémunération au rendement est conforme à la diminution de 23,6 % du total des produits. Pour le trimestre, le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, s'est établi à 53,8 %, soit une hausse de 3,5 points de pourcentage en regard de 50,3 % pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse la plus importante des charges autres que de rémunération est imputable aux intérêts débiteurs, qui ont glissé de 54,8 %, ou de 3,0 millions \$, en raison de taux d'intérêt moins élevés et de la diminution des soldes de nos comptes clients pour l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et les imputations des coûts indirects de la Société pour le trimestre ont été de 7,9 millions \$, soit 40,7 % ou 5,4 millions \$ de moins comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Les produits tirés des Services aux particuliers se sont établis à 101,7 millions \$, soit une régression de 31,8 millions \$ attribuable surtout à la dégradation des conditions du marché en Amérique du Nord au cours du premier semestre de l'exercice 2009. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits tirés des Services aux particuliers ont augmenté de 3,6 points de pourcentage, pour s'établir à 17,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation a découlé de la stabilité des produits tirés des honoraires comparativement aux périodes précédentes alors que les produits tirés des Services aux particuliers ont reculé.

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2008, les charges ont totalisé 80,6 millions \$, en baisse de 20,6 millions \$, ou de 20,4 %. Le recul de la rémunération au rendement, de 16,0 millions \$, et celui des intérêts débiteurs, de 5,1 millions \$, sont les deux facteurs qui ont le plus contribué à la baisse des charges. La rémunération au rendement a diminué de 25,3 %, en harmonie avec la régression de 23,8 % du total des produits. Les intérêts débiteurs ont reculé en raison du fléchissement des taux d'intérêt et des soldes des comptes clients au cours de l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent. La charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour le premier semestre de l'exercice 2009 a atteint 53,4 %, soit une hausse de 0,5 point de pourcentage en regard de 52,9 % pour la même période de l'exercice précédent. Les frais de négociation ont aussi diminué de 1,1 million \$, ou de 24,2 %, en raison de la baisse des activités de négociation.

Les diminutions ont été contrebalancées par une augmentation des frais d'administration de 1,6 million \$, ou de 28,9 %, principalement en raison de la combinaison d'une hausse des honoraires professionnels et des charges se rapportant aux réserves.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et les imputations des coûts indirects de la Société pour le premier semestre de l'exercice 2009 se sont établis à 21,1 millions \$, soit en baisse de 34,7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Non sectoriel et autres ¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Produits	8 649 \$	12 383 \$	(30,2)%	18 711 \$	27 147 \$	(31,1)%
Charges						
Rémunération au rendement	863	3 860	(77,6)%	4 III	11 383	(63,9)%
Charges de personnel	6 799	5 945	14,4 %	14 238	12 146	17,2 %
Autres charges indirectes	9 082	8 516	6,6 %	17 871	18 515	(3,5)%
Ajustement à la juste valeur du PCAA ²	—	3 253	négl.	—	3 253	négl.
Total des charges	16 744 \$	21 574 \$	(22,4)%	36 220 \$	45 297 \$	(20,0)%
Perte avant impôts sur les bénéfices	(8 095)	(9 191)	(11,9)%	(17 509)	(18 150)	(3,5)%
Perte avant ajustement à la juste valeur du PCAA et des impôts sur les bénéfices ¹	(8 095)	(5 938)	36,3 %	(17 509)	(14 897)	17,5 %
Nombre d'employés	393	370	6,2 %			

1) Les données sont jugées conformes aux PCGR à l'exception du nombre d'employés et de la perte, exclusion faite des ajustements à la juste valeur.

2) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2008

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 se sont élevés à 8,6 millions \$, une baisse de 3,7 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette variation est en partie liée à la diminution des gains de change par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les gains de change ont glissé de 1,5 million \$, ou de 51,7 %, au cours du trimestre, pour passer à 1,4 million \$. Les intérêts créditeurs ont aussi reculé de 2,4 millions \$, ou de 33,2 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, en raison de taux d'intérêt moins élevés.

Les charges du deuxième trimestre de l'exercice 2009 se sont établies à 16,7 millions \$, une diminution de 22,4 %. Une partie de la diminution est attribuable à l'ajustement à la juste valeur du PCAA non récurrent de 3,3 millions \$ constaté au deuxième trimestre de l'exercice 2008. La rémunération au rendement a aussi reculé de 3,0 millions \$ en raison d'une rentabilité moindre du groupe consolidé de sociétés. Ce recul a été en partie contrebalancé par une augmentation de 0,9 million \$ des charges de personnel en raison de l'embauche de 23 employés additionnels par le secteur Non sectoriel et autres au Canada. La plupart des nouveaux employés ont été recrutés pour améliorer nos services d'exploitation et de soutien. Les frais d'administration ont aussi augmenté de 0,9 million \$, en partie en raison d'une différence dans le calendrier des dons consentis au cours du trimestre considéré.

La perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 8,1 millions \$, représentant une amélioration de 1,1 million \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

Comparaison du premier semestre de l'exercice 2009 au premier semestre de l'exercice 2008

Les produits ont atteint 18,7 millions \$, soit une diminution de 8,4 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour les mêmes raisons que celles mentionnées plus haut.

Les charges du premier semestre de l'exercice 2009 se sont fixées à 36,2 millions \$, en baisse de 9,1 millions \$. Une partie de la baisse est attribuable à l'ajustement à la juste valeur du PCAA de 3,3 millions \$ constatée à l'exercice précédent. De plus, il y a eu une diminution nette du total de la charge de rémunération de 5,2 millions \$, ou de 22,0 %, pour les mêmes raisons que celles mentionnées plus haut.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 17,5 millions \$, représentant une amélioration de 0,6 million \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Situation financière

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 521,3 millions \$ au 30 septembre 2008, contre 435,6 millions \$ au 31 mars 2008. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement».

La valeur des titres détenus a atteint 56,1 millions \$ en comparaison de 92,8 millions \$ au 31 mars 2008. Cette chute est principalement imputable au recul des engagements de financement au 30 septembre 2008 ainsi qu'à la diminution de la valeur de marché des titres.

Les débiteurs ont totalisé 1,2 milliard \$, contre 1,4 milliard \$ au 31 mars 2008. Ce glissement est principalement lié au recul des soldes à recevoir de clients, de courtiers en valeurs mobilières et d'agents.

Les autres actifs ont été moins élevés de 10,1 millions \$ qu'au 31 mars 2008 du fait surtout de la diminution des impôts futurs, qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur les bénéfices à recevoir.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont directement liés aux opérations sur titres. Le 30 septembre 2008, la dette bancaire de la Société s'établissait à 6,9 millions \$, en comparaison de 15,0 millions \$ le 31 mars 2008.

Les créiteurs se sont élevés à 1,5 milliard \$, contre 1,7 milliard \$ au 31 mars 2008, une baisse de 0,2 milliard \$ attribuable surtout à la diminution des soldes à payer aux courtiers en valeurs mobilières et aux agents.

Les autres passifs se sont accrus de 1,4 million \$ en comparaison du 31 mars 2008, en raison de l'augmentation des titres négociables vendus à découvert.

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2008, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 491,1 millions \$. Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société. Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date du 30 septembre 2008, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Sous réserve de certaines modalités, des prélèvements seront effectués sur les lettres de crédit à la conclusion fructueuse du programme de secours de Canaccord.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts remboursables à vue, ont connu une hausse de 93,9 millions \$, pour passer de 420,6 millions \$ au 31 mars 2008 à 514,5 millions \$ au 30 septembre 2008. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2008, les activités de financement ont utilisé des fonds totalisant 26,7 millions \$, surtout pour l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme de Canaccord («RLT») de 13,0 millions \$, et des paiements de dividendes de 13,5 millions \$. Les activités d'investissement ont utilisé des fonds d'un montant de 2,1 millions \$ pour l'acquisition de matériel et pour les améliorations locatives. Les activités d'exploitation ont utilisé des fonds d'un montant de 10,1 millions \$ en raison de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, de la perte nette et des éléments sans incidence sur la trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables, et sont comptabilisées à leur valeur marchande. La juste valeur marchande de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives pour les investisseurs influent sur les prix du marché. Les soldes à recevoir de clients sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les soldes à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients.

Canaccord s'engage à verser des loyers minimums pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices. Le tableau ci-après présente le sommaire des montants approximatifs des obligations contractuelles à long terme consolidées de Canaccord au 30 septembre 2008.

(en milliers de \$ CA)	Obligations contractuelles, paiements dus par période				Par la suite
	Total	Exercice 2010	Exercices 2011-2012	Exercices 2013-2014	
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	140 693 \$	22 506 \$	37 759 \$	32 368 \$	48 060 \$

Données sur les actions en circulation

	Nombre d'actions en circulation aux 30 septembre	
	2008	2007
Actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	48 273 824	44 548 023
Nombre d'actions émises et en circulation ²	54 552 553	47 866 229
Nombre dilué d'actions ³	57 981 364	48 829 916
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 247 858	45 195 734
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué ⁴	53 956 302	48 284 775

1) Exclut 2 949 931 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 328 798 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

2) Comprend 2 949 931 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 328 798 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

3) Comprend des actions gagnées potentiellement dilutives dans le cadre de notre régime de rémunération à base d'actions.

4) S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA dilué.

Au 30 septembre 2008, Canaccord avait 54 552 553 actions ordinaires émises et en circulation, soit 6 686 324 actions ordinaires de plus qu'au 30 septembre 2007, en raison de l'incidence, montant net, de l'émission d'actions dans le cadre du financement par action de mai 2008, ainsi que dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions et de l'annulation d'actions.

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Le produit net du placement servira au développement commercial et aux fins générales de l'entreprise.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat («OPR») et a le droit d'acquiescer, du 31 décembre 2007 au 30 décembre 2008, jusqu'à concurrence de 2 391 753 de ses actions, soit 5 % de ses actions en circulation en date du 21 décembre 2007. Dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires, 100 000 actions ont été rachetées et annulées par la suite en juillet 2008. La fiducie pour les avantages sociaux des employés a aussi acheté un total de 2 075 432 actions dans le cadre du RILT de la Société entre le 21 décembre 2007 et le 30 septembre 2008, ce qui a réduit le nombre d'actions admissibles en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires. En date du 30 septembre 2008, le nombre d'actions pouvant être achetées en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires était de 216 321 actions.

Rémunération à base d'actions

Adams Harkness

Dans le cadre de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group Inc. («Adams Harkness»), un programme de maintien en poste a été créé. Le 3 janvier 2006, Canaccord a réalisé l'acquisition d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.), une entreprise privée de courtage de valeurs pour investisseurs institutionnels, dont le siège social est à Boston, au Massachusetts. Un programme de maintien en poste a été établi, qui prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions dont les droits seront acquis est également fondé sur les produits réalisés par Canaccord Adams Inc. après la date d'acquisition. Comme ces niveaux de produits sont atteints au cours de la période d'acquisition des droits, la part du paiement lié au maintien en poste sera comptabilisée dans les frais de développement, et le nombre applicable d'actions de maintien en poste sera inclus dans le nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Après la déchéance des actions, le nombre de ces dernières qui seront assujetties au programme de maintien en poste s'élève à 772 473 actions.

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants donnant à chacun la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 275 000 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre ans et viennent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 15,54 \$.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits s'acquièrent sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Centres financiers internationaux

Canaccord est membre du International Financial Centre Vancouver qui fournit certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la *International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Change

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 septembre 2008, les contrats à terme en circulation pour vendre des dollars américains avaient un notionnel de 9,5 millions \$ US, en baisse par rapport à 26,5 millions \$ US l'an dernier. Les contrats à terme en circulation pour acheter des dollars américains avaient un notionnel de 5,5 millions \$ US, en progression par rapport à 9,5 millions \$ US il y a un an. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord sont menées selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le compte de tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

Estimations comptables critiques

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constataion des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la valeur de marché, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la valeur marchande est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comportent inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des valeurs de marché comptabilisées sont raisonnables.

Papier commercial adossé à des actifs

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA détenu par la Société. Comme il n'y a pas de valeur à la cote, la Société estime la juste valeur du PCAA en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur du PCAA est basée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux soldes à recevoir de clients, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les soldes à recevoir de clients sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande de la garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différents pays de domiciliation fiscale et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Dans le cadre des acquisitions d'Adams Harkness et d'Enermarket, Canaccord a acquis des écarts d'acquisition et d'autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur sera calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur le calcul de la juste valeur et toute charge pour dépréciation qui peut en découler. Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile estimative et font l'objet d'un test de dépréciation régulièrement ou chaque fois qu'une dépréciation éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation. La direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses pour établir la durée de vie utile estimative des autres actifs incorporels et les calculs de valeur sur une base régulière.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Prises de position comptables récentes

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survaleur et des actifs incorporels générés en interne. La Société adoptera le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de l'adoption de ce chapitre.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que l'utilisation des Normes internationales d'information financière («IFRS») serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuels suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations conformément aux IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue présentement quelle sera l'incidence de la transition vers les IFRS, y compris son incidence sur les conventions comptables, les informations à fournir, les systèmes financiers et les contrôles internes.

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les dispositions du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», du chapitre 3863, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers», du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

Aux termes de cette nouvelle norme, la Société est tenue de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur le capital de la Société et sur sa façon de le gérer. Ces informations figurent à la note 14, qui a été ajoutée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 30 septembre 2008.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Conformément à deux nouvelles normes, la Société est tenue de fournir davantage d'informations à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon de gérer ces risques. L'information supplémentaire figure à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2008, y compris une analyse quantitative du risque découlant des instruments financiers, notamment le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché.

Normes générales de présentation des états financiers

Le chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», décrit les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et de l'information à fournir à cet égard. Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté cette nouvelle norme, qui n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2008.

Papier commercial adossé à des actifs

Au 30 septembre 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 29,9 millions \$. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007.

Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans les PCAA a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la «cour») une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le «plan») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) («LACC»). Le 25 avril 2008, à l'assemblée des porteurs de billets PCAA, la majorité requise de porteurs de billets a approuvé le plan de restructuration. Le 5 juin 2008, la cour a émis une ordonnance et a communiqué les raisons de l'approbation du plan dans sa version modifiée. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision et, le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a refusé l'autorisation d'appel. Il est prévu que le plan sera mis en œuvre en temps opportun.

Dans sa version modifiée, le plan prévoit une décharge déclaratoire qui sera en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui se traduira par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société, à l'exception des réclamations à l'égard d'assertions frauduleuses et inexactes implicites faites conformément aux procédures énoncées dans le plan. Ces réclamations peuvent être faites par les participants au programme de secours de Canaccord qui n'auront pas reçu les paiements prévus par ce programme avant la fin du 20^e jour ouvrable après la finalisation de la distribution des notes relatives au plan portant sur sa mise en œuvre.

Le programme de secours de Canaccord est tributaire de la mise en œuvre réussie du plan et de certaines autres conditions. Toutefois, rien ne garantit que le plan sera mis en œuvre ni, dans le cas contraire, que la décharge déclaratoire prévue au programme ne sera pas modifiée de manière à ne pas se traduire par l'abandon des réclamations existantes et potentielles contre la Société. Si le plan n'est pas mis en œuvre, ou si la décharge déclaratoire est modifiée de manière à ne pas se traduire par l'abandon des réclamations existantes et potentielles, la Société pourrait être déclarée responsable dans le cadre des poursuites connexes en instance et des actions en justice additionnelles pourraient être intentées contre la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Si le plan est mis en œuvre, rien ne garantit que la totalité des autres conditions relatives à l'achat, par la Société, des billets restructurés dans le cadre du plan de secours de Canaccord seront respectées. Si le plan de secours de Canaccord n'est pas finalisé en raison du non-respect d'une ou de plusieurs de ces autres conditions, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être défavorablement touchés de manière importante. De plus, même si le plan est mis en œuvre dans sa forme actuelle et que la décharge déclaratoire n'est pas modifiée, rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne seront pas mises en doute, que ce soit dans le cadre des procédures en vertu de la LACC ou de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire était déclarée non valide ou inefficace, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être négativement touchés de façon importante.

En outre, si les dérivés de crédit ou d'autres opérations sous-jacentes au papier commercial adossé à des actifs détenu par la Société ou par des clients admissibles au plan de secours de Canaccord sont résiliés avant la mise en œuvre du plan, ou font l'objet d'une reprise de garantie, la valeur des billets restructurés détenus par la Société ou acquis dans le cadre du programme de secours de Canaccord au moment de la mise en œuvre du plan et de la finalisation du programme de secours de Canaccord pourrait subir une incidence négative importante.

La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008. Le modèle d'évaluation a été mis à jour le 30 septembre 2008 et les résultats ont indiqué qu'aucun ajustement à la juste valeur n'était nécessaire pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008.

Contrôles et procédures de communication de l'information financière et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de Canaccord, y compris le chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que tous les renseignements pertinents sont communiqués au comité de divulgation pour que des décisions adéquates soient prises en temps opportun sur l'information à publier.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2008 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 5 novembre 2008, le conseil d'administration a approuvé l'interruption temporaire du versement du dividende trimestriel de Canaccord pour le trimestre. Cette mesure prudente a été prise afin de permettre à Canaccord de protéger sa situation de capital solide et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter. La Société évalue la politique relative aux dividendes à tous les trimestres compte tenu du contexte de marché et de nos activités.

Informations trimestrielles historiques

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. La rentabilité de la Société est tributaire de l'activité générale des marchés des capitaux, qui a chuté de manière importante au cours du trimestre considéré, se traduisant par une perte nette pour le trimestre.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf trimestres les plus récents qui se sont terminés le 30 septembre 2008. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2009		Exercice 2008				Exercice 2007		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits									
Canaccord Adams	58 336 \$	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$	89 071 \$	155 023 \$	130 151 \$	101 427 \$	93 033 \$
Services aux particuliers	43 844	57 853	54 463	61 166	57 415	76 083	75 876	68 831	55 626
Non sectoriel et autres	8 649	10 062	11 018	12 605	12 383	14 764	10 416	8 055	7 372
Total des produits	110 829 \$	172 708 \$	143 446 \$	183 354 \$	158 869 \$	245 870 \$	216 443 \$	178 313 \$	156 031 \$
Bénéfice net (perte nette)	(5 398)	16 459	(35 154)	15 048	12 411	39 029	26 016	23 692	17 806
RPA – de base	(0,11)\$	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$	0,28 \$	0,86 \$	0,57 \$	0,51 \$	0,39 \$
RPA – dilué	(0,11)\$	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$	0,26 \$	0,80 \$	0,54 \$	0,49 \$	0,37 \$

Risques

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes d'opérations et la liquidité, auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Le contexte de marché actuel pourrait se traduire par l'augmentation de ces risques, y compris le risque de crédit. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés des Services aux particuliers sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent de l'activité de financement par les entités émettrices et à la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Qui plus est, Canaccord peut ne pas réaliser ses plans de croissance liés à l'acquisition et à l'intégration d'Adams Harkness Financial Group, Inc. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et qui favorise la création de valeur pour les actionnaires. Les organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont assujetties sont énumérés à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2008.

Information additionnelle

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2008 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccord.com/investor, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

<i>Aux (en milliers de dollars)</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>31 mars 2008</i>	<i>30 septembre 2007</i>
ACTIF			
À court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521 322 \$	435 649 \$	379 680 \$
Titres détenus [note 3]	56 055	92 796	227 368
Débiteurs [notes 5 et 12]	1 227 426	1 422 917	1 829 712
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	19 772	11 083	661
Impôts futurs	11 566	28 207	9 940
Total de l'actif à court terme	1 836 141	1 990 652	2 447 361
Placement [note 6]	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	29 860	29 860	-
Matériel et améliorations locatives	39 254	40 686	40 137
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels [note 8]	31 815	32 520	33 227
	<u>1 942 070 \$</u>	<u>2 098 718 \$</u>	<u>2 525 725 \$</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
À court terme			
Dette bancaire	6 854 \$	15 038 \$	48 130 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	15 194	13 757	48 784
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 12]	1 480 714	1 687 479	2 021 498
Dette subordonnée [note 9]	25 000	25 000	25 000
Total du passif à court terme	1 527 762	1 741 274	2 143 412
Engagements et éventualités [note 15]			
Capitaux propres			
Capital social [note 10]	211 188	145 166	139 498
Bénéfices non répartis	220 201	222 597	254 379
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(17 081)	(10 319)	(11 564)
Total des capitaux propres	414 308	357 444	382 313
	<u>1 942 070 \$</u>	<u>2 098 718 \$</u>	<u>2 525 725 \$</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états des résultats consolidés intermédiaires

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
PRODUITS				
Commissions	60 630 \$	65 728 \$	132 626 \$	151 503 \$
Financement de sociétés	34 024	73 731	110 171	202 356
Négociation à titre de contrepartiste	87	(3 925)	5 998	2 888
Intérêts	11 734	16 273	24 063	32 583
Divers	4 354	7 062	10 679	15 409
	<u>110 829</u>	<u>158 869</u>	<u>283 537</u>	<u>404 739</u>
CHARGES				
Rémunération au rendement	50 977	71 416	133 704	192 822
Charges de personnel	14 195	12 649	29 638	26 918
Frais de négociation	6 717	7 249	13 038	14 207
Locaux et matériel	5 957	5 735	11 742	10 994
Communications et technologie	6 539	5 813	12 702	11 552
Intérêts	3 354	6 413	7 313	12 581
Frais d'administration	19 611	15 755	38 888	34 026
Amortissement	2 072	2 146	4 114	4 123
Frais de développement	6 383	8 166	13 845	15 339
Ajustements à la juste valeur de titres de papier commercial adossé à des actifs	—	4 399	—	4 399
	<u>115 805</u>	<u>139 741</u>	<u>264 984</u>	<u>326 961</u>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(4 976)	19 128	18 553	77 778
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)				
Exigibles	1 409	10 305	(10 141)	27 380
Futurs	(987)	(3 588)	17 633	(1 042)
	<u>422</u>	<u>6 717</u>	<u>7 492</u>	<u>26 338</u>
Bénéfice net (perte nette) de la période	<u>(5 398)\$</u>	<u>12 411 \$</u>	<u>11 061 \$</u>	<u>51 440 \$</u>
Résultat de base par action [note 10 iv]]	(0,11)\$	0,28 \$	0,23 \$	1,14 \$
Résultat dilué par action [note 10 iv]]	(0,11)\$	0,26 \$	0,21 \$	1,07 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Aux 30 septembre 2008 et 2007 et pour les six mois terminés à ces dates, et pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 (en milliers de dollars)	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Actions ordinaires au début de la période	111 142 \$	147 900 \$	147 900 \$
Actions émises	68 829	495	447
Actions annulées	(442)	(127)	-
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 11]	(13 839)	(27 247)	(18 295)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 11]	4 778	-	-
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(403)	(9 879)	(9 106)
Actions ordinaires à la fin de la période	170 065	111 142	120 946
Surplus d'apport au début de la période	34 024	8 396	8 396
Excédent au rachat d'actions ordinaires	(340)	(369)	-
Insuffisance sur la distribution des actions ordinaires dont les droits sont acquis	-	(29)	-
Rémunération à base d'actions [note 11]	6 261	20 776	8 666
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 178	5 250	1 490
Surplus d'apport à la fin de la période	41 123	34 024	18 552
Capital social	211 188	145 166	139 498
Bénéfices non répartis au début de la période	222 597	213 659	213 659
Bénéfice net de la période	11 061	31 334	51 440
Dividendes en espèces	(13 457)	(22 396)	(10 720)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	220 201	222 597	254 379
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(10 319)	2 236	2 236
Autres éléments du résultat étendu	(6 762)	(12 555)	(13 800)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(17 081)	(10 319)	(11 564)
Capitaux propres	414 308 \$	357 444 \$	382 313 \$

états du résultat étendu consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Bénéfice net (perte nette) de la période	(5 398)\$	12 411 \$	11 061 \$	51 440 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(6 332)	(6 834)	(6 762)	(13 800)
Résultat étendu de la période	(11 730)\$	5 577 \$	4 299 \$	37 640 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(5 398)\$	12 411 \$	11 061 \$	51 440 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2 072	2 146	4 114	4 123
Charge de rémunération à base d'actions	4 272	1 694	10 580	8 043
(Recouvrement) charge d'impôts futurs	(987)	(3 588)	17 633	(1 042)
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Diminution (augmentation) des titres détenus	60 440	(2 200)	36 225	120 074
Diminution (augmentation) des débiteurs	283 839	255 948	181 393	(162 910)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recouvrer	479	—	(8 319)	—
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert	(17 027)	(36 435)	1 424	7 614
Diminution des créditeurs et charges à payer	(337 801)	(195 629)	(193 981)	(127 060)
Diminution de l'impôt sur les bénéfices à payer	—	(1 754)	—	(12 388)
Flux de trésorerie d'exploitation	(10 111)	32 593	60 130	(112 106)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	—	21	66 462	447
Rachat et annulation d'actions	(391)	—	(782)	—
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	208	(2 367)	775	(7 616)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(13 049)	(9 751)	(13 839)	(18 295)
Dividendes versés	(13 457)	(5 934)	(13 457)	(10 720)
Flux de trésorerie de financement	(26 689)	(18 031)	39 159	(36 184)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat de matériel et améliorations locatives	(2 087)	(3 203)	(2 757)	(7 390)
Acquisition de placement	—	—	—	(5 000)
Flux de trésorerie d'investissement	(2 087)	(3 203)	(2 757)	(12 390)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(1 662)	(7 128)	(2 675)	(14 410)
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	(40 549)	4 231	93 857	(175 090)
Situation de trésorerie au début de la période	555 017	327 319	420 611	506 640
Situation de trésorerie à la fin de la période	514 468 \$	331 550 \$	514 468 \$	331 550 \$
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521 322	379 680	521 322	379 680
Emprunts remboursables à vue	(6 854)	(48 130)	(6 854)	(48 130)
	514 468 \$	331 550 \$	514 468 \$	331 550 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	3 344 \$	6 391 \$	7 267 \$	12 551 \$
Impôts sur les bénéfices payés	2 283	12 602	2 836	40 876

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (la «Société»), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires, appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2008 et pour l'exercice terminé à cette date (les «états financiers consolidés annuels vérifiés»). Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements (qui incluent seulement les rajustements récurrents normaux) nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

Prises de position comptables récentes

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survaleur et des actifs incorporels générés en interne. La Société adoptera le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. Elle évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière («IFRS»)

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuels suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue présentement quelle sera l'incidence de la transition vers les IFRS, y compris son incidence sur les conventions comptables, les informations à fournir, les systèmes financiers et les contrôles internes.

2. Modification de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les dispositions du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers», du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, «Informations à fournir concernant le capital», qui établit des normes à l'égard des informations qualitatives et quantitatives à fournir sur le capital d'une entité et sur sa façon de le gérer. Ces informations figurent à la note 14.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

La Société a adopté deux nouvelles normes comptables sur les informations à fournir à l'égard des instruments financiers et de leur présentation, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», du *Manuel de l'ICCA*. Ces nouvelles normes insistent davantage sur les informations à fournir à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon de gérer ces risques. Se reporter à la note 4 afférente aux états financiers pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Normes générales de présentation des états financiers

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», qui décrivent les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et de l'information à fournir à cet égard. L'adoption n'a entraîné aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

3. Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 septembre 2008		31 mars 2008		30 septembre 2007	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	21 695 \$	5 986 \$	34 433 \$	5 106 \$	84 679 \$	20 909 \$
Actions et débetures convertibles	34 360	9 208	58 363	8 651	142 689	27 875
	56 055 \$	15 194 \$	92 796 \$	13 757 \$	227 368 \$	48 784 \$

Au 30 septembre 2008, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2008 à 2031 (de 2008 à 2053 au 31 mars 2008 et de 2007 à 2054 au 30 septembre 2007) et portaient intérêt à des taux qui allaient de 2,75 % à 11,60 % (de 2,85 % à 11,60 % au 31 mars 2008, et de 3,13 % à 11,50 % au 30 septembre 2007).

4. Instruments financiers

La Société classe les instruments financiers dans l'une des catégories suivantes selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans le bénéfice net. Selon le chapitre 3855, une entité peut désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme, même si cet instrument ne répondait pas autrement à la définition d'instrument détenu à des fins de transaction, comme le précise le chapitre 3855, et ce, si la juste valeur de l'instrument financier peut être établie de façon fiable. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie, les titres de papier commercial, les acceptations bancaires, les titres négociables détenus et vendus à découvert, les contrats à terme et les bons de souscription de courtiers.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Le placement de la Société [note 6] a été classé comme disponible à la vente. Le placement a été comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote.

Les actifs et passifs financiers classés comme prêts et créances, détenus jusqu'à leur échéance et autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement. La Société classe les débiteurs comme des prêts et créances, et les créditeurs et charges à payer et la dette subordonnée comme des passifs financiers. La valeur comptable des prêts et créances et des autres passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers de la Société sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux autres débiteurs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 30 septembre 2008.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans les comptes de clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents

et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des débiteurs et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. La politique de la Société exige qu'elle établisse une provision à l'égard de tous les comptes non garantis et de tous les comptes avec insuffisance de marge. Au 30 septembre 2008, la provision pour créances douteuses était de 6,9 millions \$ (5,8 millions \$ au 31 mars 2008 et 5,4 millions \$ au 30 septembre 2007).

La Société court aussi le risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société gère ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 30 septembre 2008 et 2007, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que cette concentration se fait dans le cours normal des affaires et elle ne prévoit aucune perte pour non-exécution.

La Société détient des instruments de créance qui peuvent être exposés au risque de crédit si la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société gère le risque lié aux instruments de créance en surveillant la cote de solvabilité des contreparties.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidité afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de la Société sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables et sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la direction en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 14.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 30 septembre 2008.

<i>Passif financier</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Échéance contractuelle</i>
Dettes bancaires	6 854 \$	Remboursable à vue
Créditeurs et charges à payer	1 480 714	Moins d'un an
Dettes subordonnées	25 000	Remboursable à vue *

* sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

La Société est exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués aux cours du marché et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque de marché découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge de particuliers. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation, ainsi que des procédés de contrôle des comptes sur marge.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société a comptabilisé un rajustement de juste valeur de son placement dans les titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA») en raison des incertitudes entourant le marché du PCAA et du manque de liquidités sur ce marché. Comme il n'y a pas de valeur à la cote disponible, la Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles. La juste valeur du PCAA diminuerait d'une somme additionnelle de 1 862 \$ si le taux d'actualisation utilisé augmentait de 100 points de base. Pour plus de précisions, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Le tableau ci-après présente l'effet des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le bénéfice net. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Instruments financiers</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Effet d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	40 861 \$	988 \$	(988)\$
PCAA	29 860	1 935	(1 935)
Placement ¹	5 000	s.o.	(242)

¹⁾ Le placement est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible, de sorte que les variations temporaires du cours du marché du placement n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toute diminution autre que temporaire de la valeur du placement est constatée au bénéfice net. Le tableau présente l'incidence qu'une réduction de 10 % de la valeur du placement aurait sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses propres soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie, au montant net des soldes créditeurs des clients, aux soldes de trésorerie des clients ainsi qu'à la dette subordonnée. La Société réduit au minimum et surveille son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de trésorerie de clients, de ses activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est minime.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donne lieu à une charge (un produit) d'intérêt calculé à un taux variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes au 30 septembre 2008 aurait sur le bénéfice net pour la période de trois mois terminée à cette date. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toutes les autres valeurs de l'analyse de sensibilité sont constantes.

	<i>Valeur comptable</i>	<i>Effet d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	5 14 468 \$	625 \$	(625)\$
Créditeurs des clients, montant net	470 503	(572)	572
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	338 952	412	(412)
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	10 938	(151)	151
Dette subordonnée	25 000	(30)	30

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces filiales sont considérées comme autonomes et, par conséquent, leurs comptes sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling entraînera une variation des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes, laquelle sera constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les filiales canadiennes détenaient également des instruments financiers en monnaies étrangères et, par conséquent, toute fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence sur les gains et les pertes de change réalisés.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Monnaie</i>	<i>Effet d'une diminution de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une augmentation de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une augmentation de 5 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat étendu</i>	<i>Effet d'une diminution de 5 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat étendu</i>
Dollar américain	(938)\$	938 \$	387 \$	(387)\$
Livre sterling	(37)	37	7 821	(7 821)

La Société a essentiellement recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements en instance de titres en monnaie étrangère. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le bénéfice net au cours de l'exercice.

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	9,50 \$	1,06 \$	1 ^{er} octobre 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	5,50	1,06	1 ^{er} octobre 2008	(0,1)

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	6,00 \$	1,03 \$	1 ^{er} avril 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	3,50	1,03	2 avril 2008	(0,1)

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2007 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	26,50 \$	0,995 \$	1 ^{er} octobre 2007	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	9,50	0,995	1 ^{er} octobre 2007	(0,1)

Prêt et emprunt de titres

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus sur les espèces livrées et des intérêts étant versés sur les espèces reçues. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces opérations sont garanties par nantissement d'espèces ou par des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties par nantissement d'espèces est fondé sur un taux variable. Au 30 septembre 2008, les taux variables sur les actions et les obligations étaient respectivement de 1,025 % et 2,623 % (respectivement de 1,32 % et 2,95 % au 31 mars 2008, et respectivement de 2,96 % et 4,05 % au 30 septembre 2007).

	Espèces		Titres	
	prêtées ou livrées en garantie	empruntées ou reçues en garantie	prêtées ou livrées en garantie	empruntées ou reçues en garantie
30 septembre 2008	130 006 \$	33 970 \$	3 657 \$	168 778 \$
31 mars 2008	188 654	84 257	13 541	279 550
30 septembre 2007	307 957	80 562	15 414	399 001

Lignes de crédit

La Société dispose également de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, pour un total de 491,1 millions \$. Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2008, l'encours bancaire de la Société était de 6 854 \$.

Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date du 30 septembre 2008, il n'y avait aucun solde sur ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Sous réserve de certaines modalités, des prélèvements seront effectués sur les lettres de crédit à la conclusion fructueuse du programme de secours de Canaccord.

5. Débiteurs et créditeurs et charges à payer

Débiteurs

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Courtiers en valeurs mobilières	355 345 \$	425 038 \$	631 275 \$
Clients	490 344	555 935	765 999
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	338 952	400 603	393 742
Divers	42 785	41 341	38 696
	1 227 426 \$	1 422 917 \$	1 829 712 \$

Créditeurs et charges à payer

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Courtiers en valeurs mobilières	366 283 \$	407 193 \$	520 476 \$
Clients	960 847	1 037 860	1 308 435
Divers	153 584	242 426	192 587
	1 480 714 \$	1 687 479 \$	2 021 498 \$

Les créditeurs comprennent une somme de 339,0 millions \$ (400,6 millions \$ au 31 mars 2008 et 393,7 millions \$ au 30 septembre 2007) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières («OCRCVM») et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,75 % à 7,00 % et de 0,25 % à 1,75 % au 30 septembre 2008; respectivement de 7,25 % à 8,00 % et de 0,25 % à 2,25 % au 31 mars 2008; et respectivement de 8,25 % à 9,75 % et de 1,83 % à 3,25 % au 30 septembre 2007).

6. Placements

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Disponible à la vente	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$

La Société a investi 5 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise sur pied d'un système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote.

7. Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA»)	29 860 \$	29 860 \$	— \$

Au 30 septembre 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 29,9 millions \$. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007.

Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans les PCAA a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la «cour») une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le «plan») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) («LACC»). Le 25 avril 2008, à l'assemblée des porteurs de billets PCAA, la majorité requise de porteurs de billets a approuvé le plan de restructuration. Le 5 juin 2008, la cour a émis une ordonnance et a communiqué les raisons de l'approbation du plan dans sa version modifiée. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision et, le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a refusé l'autorisation d'appel. Il est prévu que le plan sera mis en œuvre en temps opportun.

Dans sa version modifiée, le plan prévoit une décharge déclaratoire qui sera en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui se traduira par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société, à l'exception des réclamations à l'égard d'assertions frauduleuses et inexactes implicites faites conformément aux procédures énoncées dans le plan par les participants au programme de secours de Canaccord qui n'auront pas reçu les paiements prévus par ce programme avant la fin du 20^e jour ouvrable après la finalisation de la distribution des notes relatives au plan portant sur sa mise en œuvre.

Le programme de secours de Canaccord est tributaire de la mise en œuvre réussie du plan et de certaines autres conditions. Toutefois, rien ne garantit que le plan sera mis en œuvre ni, dans le cas contraire, que la décharge déclaratoire prévue au programme ne sera pas

modifiée de manière à ne pas se traduire par l'abandon des réclamations existantes et potentielles contre la Société. Si le plan n'est pas mis en œuvre, ou si la décharge déclaratoire est modifiée de manière à ne pas se traduire par l'abandon des réclamations existantes et potentielles, la Société pourrait être déclarée responsable dans le cadre des poursuites connexes en instance et des actions en justice additionnelles pourraient être intentées contre la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Si le plan est mis en œuvre, rien ne garantit que la totalité des autres conditions relatives à l'achat, par la Société, des billets restructurés dans le cadre du plan de secours de Canaccord seront respectées. Si le plan de secours de Canaccord n'est pas finalisé en raison du non-respect d'une ou de plusieurs de ces autres conditions, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être défavorablement touchés de manière importante. De plus, même si le plan est mis en œuvre dans sa forme actuelle et que la décharge déclaratoire n'est pas modifiée, rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne seront pas mises en doute, que ce soit dans le cadre des procédures en vertu de la LACC ou de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire était déclarée non valide ou inefficace, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être négativement touchés de façon importante.

En outre, si les dérivés de crédit ou d'autres opérations sous-jacentes au papier commercial adossé à des actifs détenus par la Société ou par des clients admissibles au plan de secours de Canaccord sont résiliés avant la mise en œuvre du plan, ou font l'objet d'une reprise de garantie, la valeur des billets restructurés détenus par la Société ou acquis dans le cadre du programme de secours de Canaccord au moment de la mise en œuvre du plan et de la finalisation du programme de secours de Canaccord pourrait subir une incidence négative importante.

Selon l'information contenue dans le document d'information et d'autres renseignements de nature publique, la Société estime qu'elle recevra :

- 32,9 millions \$ de billets MAV2 de premier rang de catégorie A-1 et de catégorie A-2 et de billets subordonnés de catégorie B et de catégorie C
 - 17,6 millions \$ de billets de catégorie A-1
 - 12,2 millions \$ de billets de catégorie A-2
 - 2,1 millions \$ de billets de catégorie B
 - 1 million \$ de billets de catégorie C

Les billets de catégorie A-1, de catégorie A-2 et de catégorie B porteront intérêt au taux des acceptations bancaires, moins 0,50 %. Les billets de catégorie C porteront intérêt au taux de 20 %. Ces billets viendront à échéance dans environ 9 ans. Les billets de premier rang devraient obtenir la note «AA» de Dominion Bond Rating Services et les billets subordonnés (catégories B et C) ne seront probablement pas notés.

- 8,7 millions \$ de billets MAV3 en actifs traditionnels («TA») et de billets reflétés en actifs non admissibles («IA»)
 - Les billets TA et les billets reflétés IA porteront intérêt à un taux équivalent au taux de rendement net produit par les actifs reflétés particuliers connexes. L'échéance de ces billets s'échelonnara de 13 ans à 29 ans. Ces billets ne seront probablement pas notés.

- 1,1 million \$ de billets reflétés MAV2 IA
 - Les billets reflétés IA porteront intérêt à un taux équivalent au taux de rendement net produit par les actifs reflétés particuliers connexes. L'échéance de ces billets s'échelonnara de 5 ans à 31 ans. Les billets reflétés IA ne seront pas notés.

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

Taux d'intérêt moyen pondéré	2,61 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	7,33 %
Échéance des billets	de 9 ans à 20 ans
Pertes de crédit	Billets notés – de 5 % à 10 % Billets non notés – de 20 % à 55 %

Si ces hypothèses changeaient, la juste valeur du PCAA fluctuerait considérablement. En fonction de ces hypothèses, la Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2008. Le modèle d'évaluation a été mis à jour le 30 septembre 2008 et les résultats ont indiqué qu'aucun autre ajustement à la juste valeur n'était nécessaire pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008.

8. Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Écart d'acquisition	30 070 \$	30 070 \$	30 070 \$
Autres actifs incorporels			
Solde au début de la période	2 450	3 863	3 863
Amortissement	705	1 413	706
Solde à la fin de la période	1 745	2 450	3 157
	31 815 \$	32 520 \$	33 227 \$

Les autres actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients et de la technologie acquises et sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative de quatre ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels sont liés au secteur d'exploitation Canaccord Adams.

9. Dette subordonnée

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 2 % par année, remboursable à vue	<u>25 000 \$</u>	<u>25 000 \$</u>	<u>25 000 \$</u>

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM.

10. Capital social

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Capital social			
Actions ordinaires	242 186 \$	173 799 \$	173 878 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis	(36 308)	(35 410)	(34 637)
Acquisition d'actions ordinaires pour le régime d'intéressement à long terme [note 11]	(35 813)	(27 247)	(18 295)
Surplus d'apport	<u>41 123</u>	<u>34 024</u>	<u>18 552</u>
	<u>211 188 \$</u>	<u>145 166 \$</u>	<u>139 498 \$</u>

Le capital social de la Société se compose de ce qui suit :

i) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii) Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 30 septembre 2007	47 866 229	173 878 \$
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 11]	3 949	48
Actions annulées	(35 127)	(127)
Solde au 31 mars 2008	47 835 051	173 799
Actions émises au comptant	6 733 250	67 218
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 11]	84 252	1 611
Actions annulées	(100 000)	(442)
Solde au 30 septembre 2008	<u>54 552 553</u>	<u>242 186 \$</u>

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action, pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action, pour un produit brut de 9,0 millions \$. Les frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts et des taxes, ont totalisé 1,6 million \$.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat («OPR») dans le cours normal des affaires le 24 décembre 2007 et a le droit d'acquérir, du 31 décembre 2007 au 30 décembre 2008, jusqu'à 2 391 753 de ses actions, qui représentaient 5 % de ses actions en circulation au 21 décembre 2007. Pour les six mois terminés le 30 septembre 2008, 100 000 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires, puis annulées. Par ailleurs, le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a acquis 2 075 432 actions pour le régime d'intéressement à long terme [note 11] du 21 décembre 2007 au 30 septembre 2008, ce qui a réduit le nombre d'actions admissibles à l'OPR dans le cours normal des affaires. De plus, 100 000 actions ont été rachetées, puis annulées dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires au cours de cette période. En date du 30 septembre 2008, le nombre d'actions pouvant être achetées en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires était de 216 321 actions.

iii) Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. Le surplus d'apport comprend l'amortissement des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis.

iv] Résultat par action

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Résultat de base par action				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(5 398)\$	12 411 \$	11 061 \$	51 440 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	49 020 939	44 971 889	48 247 858	45 195 734
Résultat de base par action	(0,11)\$	0,28 \$	0,23 \$	1,14 \$
Résultat dilué par action				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(5 398)\$	12 411 \$	11 061 \$	51 440 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	49 020 939	44 971 889	48 247 858	45 195 734
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	2 949 931	2 381 104	2 949 931	2 381 104
Effet dilutif des options attribuées à des administrateurs (nombre) [note 11]	811	—	3 171	—
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre) [note 11]	602 366	363 378	602 366	363 378
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 11]	2 556 807	511 906	2 078 364	281 470
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 11]	7 716	41 309	74 612	63 089
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	55 138 570	48 269 586	53 956 302	48 284 775
Résultat dilué par action	(0,11)\$	0,26 \$	0,21 \$	1,07 \$

II. Rémunération à base d'actions

Programmes de maintien en poste

Comme il est indiqué dans les états financiers consolidés annuels vérifiés, la Société a établi deux programmes de maintien en poste dans le cadre des acquisitions d'Enermarket Solutions Ltd. («Enermarket») et d'Adams Harkness Financial Group, Inc. («Adams Harkness»).

Le programme d'Enermarket prévoit l'émission d'un maximum de 25 210 actions ordinaires de la Société sur deux ans. La Société a émis 14 203 actions ordinaires dans le cadre de ce programme au cours des exercices terminés le 31 mars 2008 et le 31 mars 2007. Les actions résiduelles ont été éteintes.

Le programme d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.) prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires de la Société après une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions qui seront acquises est également fondé sur les produits d'exploitation gagnés par Canaccord Adams Inc. au cours de la période d'acquisition. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis correspondra aux produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits, divisé par 250,0 millions \$ US, multiplié par le nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste. Lorsque les objectifs en matière de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, les montants proportionnels des primes de maintien seront comptabilisés comme frais de développement, et le nombre applicable d'actions correspondant sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation [note 10 iv)]. Pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2008, la Société a passé en charges des montants de 661 \$ et de 1 592 \$ (810 \$ et 1 939 \$ pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2007). Au 30 septembre 2008, 772 473 actions ordinaires étaient assujetties à ce programme.

Selon la comptabilisation à la juste valeur, le total estimatif du coût des attributions consenties en vertu du programme de maintien en poste d'Adams Harkness s'est établi à 9,7 millions \$ (9,1 millions \$ US).

Le nombre d'actions visées par les programmes de maintien en poste a évolué de la manière suivante :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Enermarket :				
Au début de la période	—	10 254	—	10 254
Attributions	—	—	—	—
Émissions	—	—	—	—
À la fin de la période	—	10 254	—	10 254
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	—	—	—	—
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Adams Harkness :				
Au début de la période	774 768	892 354	804 012	953 107
Émissions	—	(1 995)	—	(9 268)
Extinctions	(2 295)	(71 470)	(31 539)	(124 950)
À la fin de la période	772 473	818 889	772 473	818 889
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	—	—	—	—

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 15,54 \$.

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des options sur actions de la Société aux 30 septembre 2008 et 2007 et les variations survenues au cours des périodes terminées à ces dates.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 30 septembre 2007	125 000	23,13
Attribuées	—	—
Exercées	—	—
Solde au 31 mars 2008	125 000	23,13
Attribuées	150 000	9,21
Exercées	—	—
Solde au 30 septembre 2008	275 000	15,54

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	Attribution – août 2008	Attribution – juin 2008	Attribution – mai 2007
Rendement de l'action	5,10 %	5,10 %	1,80 %
Volatilité prévue	30,00 %	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,32 %	2,32 %	4,25 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2008, des charges de rémunération de 50 \$ et de 101 \$ ont été constatées (41 \$ et 82 \$ pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2007).

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme («RILT»), les unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement inaccessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital

autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2008, des charges de rémunération de 4,0 millions \$ et de 8,8 millions \$ ont été constatées (4,1 millions \$ et 6,0 millions \$ pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2007).

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Attributions en cours au début de la période	3 258 398	475 168	2 221 578	—
Attributions	857 105	732 160	2 061 975	1 207 328
Actions dont les droits sont acquis	(233 945)	—	(401 995)	—
Attributions en cours à la fin de la période	3 881 558	1 207 328	3 881 558	1 207 328

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	1 576 127	401 239	1 621 895	—
Actions acquises	1 606 903	535 863	1 706 903	937 102
Actions libérées à l'acquisition des droits	(171 975)	—	(317 743)	—
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	3 011 055	937 102	3 011 055	937 102

12. Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer incluent les soldes suivants avec les parties liées :

	30 septembre 2008	31 mars 2008	30 septembre 2007
Débiteurs	44 854 \$	48 521 \$	51 570 \$
Créditeurs et charges à payer	71 107	64 945	76 812

13. Information sectorielle

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le secteur Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement à la clientèle au détail et privée au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre							
	2008				2007			
	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total
Produits	58 336 \$	43 844 \$	8 649 \$	110 829 \$	89 071 \$	57 415 \$	12 383 \$	158 869 \$
Charges	58 542	34 122	14 686	107 350	67 561	42 226	19 642	129 429
Amortissement	926	411	735	2 072	985	472	689	2 146
Frais de développement	3 682	1 378	1 323	6 383	5 582	1 341	1 243	8 166
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(4 814)\$	7 933 \$	(8 095)\$	(4 976)\$	14 943 \$	13 376 \$	(9 191)\$	19 128 \$

Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre

	2008				2007			
	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total
Produits	163 129 \$	101 697 \$	18 711 \$	283 537 \$	244 094 \$	133 498 \$	27 147 \$	404 739 \$
Charges	138 527	76 830	31 668	247 025	168 707	97 572	41 220	307 499
Amortissement	1 838	820	1 456	4 114	1 896	902	1 325	4 123
Frais de développement	7 805	2 944	3 096	13 845	9 874	2 713	2 752	15 339
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	14 959 \$	21 103 \$	(17 509)\$	18 553 \$	63 617 \$	32 311 \$	(18 150)\$	77 778 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2008	30 septembre 2007	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Canada				
Produits	80 750 \$	117 275 \$	189 628 \$	279 368 \$
Matériel et améliorations locatives	24 799	24 012	24 799	24 012
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	3 959	4 208	3 959	4 208
Royaume-Uni				
Produits	13 096 \$	20 807 \$	46 815 \$	68 308 \$
Matériel et améliorations locatives	7 411	8 604	7 411	8 604
États-Unis				
Produits	18 309 \$	20 737 \$	43 950 \$	47 159 \$
Matériel et améliorations locatives	7 044	7 521	7 044	7 521
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	27 856	29 019	27 856	29 019
Autres établissements étrangers				
Produits	(1 326)\$	50 \$	3 144 \$	9 904 \$

14. Gestion du capital

L'entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent le capital social, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-dessous présente le sommaire de notre capital au 30 septembre 2008.

Type de capital	Valeur comptable	Pourcentage du capital
Capital social	211 188 \$	48,1 %
Bénéfices non répartis	220 201	50,1 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(17 081)	(3,9)%
Capitaux propres	414 308	94,3 %
Dette subordonnée	25 000	5,7 %
	439 308 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par les organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Capital est assujettie à la réglementation canadienne de l'OCRCVM;
- Canaccord Adams Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres;
- Canaccord Adams Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2008.

15. Engagements et éventualités

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2010	22 506 \$
2011	19 842
2012	17 917
2013	16 807
2014	15 561
Par la suite	48 060
	140 693 \$

Au cours de la période, les éventualités de la Société, présentées à la note 18 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2008, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

16. Événements postérieurs à la date du bilan

- Le 30 octobre 2008, Canaccord a mis en œuvre une restructuration à l'échelle de la Société qui a entraîné la mise à pied d'environ 10 % de son personnel dans le monde. La Société estime que la charge avant impôts du troisième trimestre de 2009 sera de 6,8 millions \$. En outre, des réductions de salaire s'échelonnant entre 10 % et 20 % ont été imposées aux cadres supérieurs. Puisque la direction ne s'était pas engagée envers le plan de restructuration en date du 30 septembre 2008, aucune des charges connexes n'avait été comptabilisée à la fin de la période.
- En raison de la volatilité et de la détérioration rapide des marchés financiers partout dans le monde au cours du mois d'octobre 2008, un certain nombre de nos clients du secteur des Services aux particuliers ont subi des pertes entraînant une situation d'exposition non garantie. Selon la politique de la Société visant à la prémunir contre les soldes non garantis, la Société a constitué, au troisième trimestre de 2009, une provision avant impôts de 3,5 millions \$ à l'égard des soldes non garantis. La direction continuera de fournir des efforts diligents afin de recouvrer ces soldes.
- En raison des conditions de marché en vigueur après le 30 septembre 2008, y compris la chute des prix du pétrole, les perspectives en matière de bénéfice d'Enermarket, dont la principale activité consiste en la prestation de services de consultation auprès de sociétés du secteur du pétrole et du gaz, ont été touchées de manière défavorable. La direction a conclu que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels relatifs à Enermarket avaient subi une perte de valeur et a comptabilisé une charge de 4,0 millions \$ en octobre 2008.
- Le 5 novembre 2008, le conseil d'administration a approuvé l'interruption temporaire du versement du dividende trimestriel de la Société pour le trimestre. Cette mesure prudente a été prise afin de permettre à la Société de protéger sa situation de capital solide et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter. La Société évalue la politique relative aux dividendes à tous les trimestres compte tenu du contexte de marché et de nos activités.

renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL :

Adresse du bureau :
Canaccord Capital Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada

Adresse postale :

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CCI
AIM : CCI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs
2800 – 161 Bay Street
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416 869-7293
Télécopieur : 416 947-8343
Courriel :
investor_relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC

LES MÉDIAS :

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416 869-3875
Courriel :
scott_davidson@canaccord.com

INVESTISSEURS

INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

MOBILIÈRES :

Pour les renseignements sur l'information financière, communiquer avec :

Katherine Young
Vice-présidente,
Relations avec les investisseurs
Canaccord Capital Inc.
2800 – 161 Bay Street
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416 869-7293
Télécopieur : 416 947-8343
Courriel :
katherine_young@canaccord.com

Le rapport annuel 2008 de CCI est
disponible sur notre site Web à l'adresse
www.canaccord.com. Pour un exemplaire
imprimé, veuillez communiquer avec le
service des relations avec les investisseurs.

DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES¹ POUR L'EXERCICE 2009

	<i>Date de publication des résultats</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/09	8 août 2008	29 août 2008	10 septembre 2008
T2/09	6 novembre 2008	Suspendu	Suspendu
T3/09	12 février 2009	27 février 2009	10 mars 2009
T4/09	20 mai 2009	29 mai 2009	10 juin 2009

¹⁾ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON, M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514 982-7555 (international)
Télécopieur : 1 866 249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416 263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com

Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de
s'inscrire au Centre des investisseurs pour
avoir accès à un outil de gestion de compte
libre-service.

INFORMATIONS FINANCIÈRE :

Pour consulter de l'information
financière courante et archivée de la
Société, visiter le site Web à l'adresse
www.canaccord.com/financialreports.

VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, BC

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccord.com

